

**Faire,
Défaire,
Refaire.**

Index

Avant-propos	5
Faire	13
L'Urgence	17
Les Solutions	27
Les Réactions	35
Défaire	47
La Croissance	51
Le Progrès	61
Le Travail	69
Refaire	81
La Décroissance	85
L'Autonomie	93
La Sécession	101
Conclusion	101
Bibliographie	116
Annexe	122
Remerciment	136

Avant-Propos

Il y a 50 ans, «The Limits to Growth» paraît et tente de bouleverser le monde. L'ouvrage sonne l'alarme et annonce le début d'une crise écologique mondialisée. Ce rapport scientifique permet d'édifier par les chiffres une critique de l'ambition capitaliste : la croissance à tout prix. Pour la première fois, la subversion au culte de la croissance se précise et devient quantifiable. Malgré cette démonstration scientifique des effets négatifs de la quête de croissance, celle-ci reste encore et toujours recherchée et encouragée.

Cinquante ans ont passé, les changements climatiques annoncés sont visibles et palpables. Si autrefois l'évidence n'était pas manifeste aux yeux de tous, elle est aujourd'hui éclatante. Les pouvoirs institutionnels et politiques, maintenant au pied du mur, poussés par la pression populaire et obligés de lui plaire pour rester au pouvoir, osent murmurer la question écologique. Néanmoins, malgré l'évidence des conséquences de notre activité et de notre mode de vie sur notre écologie, les murmures politiques sont superficiels. La consommation et la production de masse ne sont toujours pas reconnus comme responsables des crises actuelles par les sphères décisionnelles qui continuent de servir les grands capitaux. Les réponses aux enjeux environnementaux et, de manière générale, à toutes les conséquences négatives de notre activité, sont toujours des solutions consommables et s'inscrivent donc dans la chaîne productive consumériste. Elles sont seulement des écrans pour rassurer les angoisses d'effondrement. Elles deviennent surtout de nouveaux biens et services venant s'ajouter à nos besoins pour faire croître notre économie et donc accroître l'exploitation sans vergogne de l'environnement et continuer à polariser* notre société.

L'évidence d'un changement vers une société plus écologique et plus égalitaire n'est plus à débattre. Malheureusement, ce changement, malgré son évidence, peine à exister car il se heurte encore et toujours à une croyance profondément ancrée dans nos quotidiens. En effet, le dogme de la Croissance est élevé en religion, synonyme de « progrès », elle pénètre ainsi toutes les sphères d'activités de nos sociétés grâce à des « infrastructures* » toujours plus radicalement expansionnistes. Le débat porte ainsi sur les moyens à mettre en place pour parvenir à un monde plus écologique et égalitaire. Il oppose donc ceux qui croient en la croissance, encore majoritaire, contre ces objecteurs.

Dans ce travail, il est question de prendre part au débat, en s'alignant sur les courants de pensée des objecteurs de croissance. « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste. » ¹. Je ne suis ni fou ni économiste, mais un futur architecte. En ce sens, dans un souci de cohérence et d'unité, ce travail doit commencer par situer les disciplines architecturales dans la culture de croissance.

Les disciplines de l'architecture, prisonnières de leur volonté de concrétisation du projet, construisent. Complètement dépendantes des besoins de la société et de son économie, l'architecture et l'urbanisme projettent et construisent les espaces abritant les « infrastructures » capitalistes. Elles sont des spécialisations prises dans la division du travail. Leur rôle, produire du volume bâti pour

1 Bayon, Flipo, Schneider, *La décroissance: 10 questions pour comprendre et en débattre*, 18.

le marché, en consommant énergie et matières premières, afin de satisfaire les besoins de la société de consommation. Les disciplines de l'architecture se rendent ainsi complices d'un système prédateur et destructeur. G. Da Carlo écrivait déjà :

« *L'inconscience ou plutôt l'irresponsabilité de l'architecture quant aux motivations et aux conséquences ont contribué de manière décisive à l'expansion de l'iniquité sociale dans son aspect le plus féroce et le plus honteux.* »²

Les conséquences de l'acte de bâtir pour une société institué par un courant culturaliste de croissance sont sans appel : destruction et pollution accompagnent la pratique architecturale pour une explosion des inégalités sociales.

Depuis les temps des prémices de l'activité industrielle, les architectes sont au service du pouvoir. Même quand certains d'entre eux se déclarent réformistes et luttent contre les conséquences du développement capitaliste, ils n'atteignent jamais son essence. Ils se contentent seulement de pointer ses défauts et de fournir les outils intellectuels et architecturaux pour les corriger.

Mafredo Tafuri, qui émet dans son ouvrage «*Projet et Utopie*» une vive critique de l'architecture et plaide son renouvellement. Il avance que, l'idéologie réformiste et progressiste, adoptée par les architectes modernes, afin de lutter contre les conséquences du développement capitaliste, aurait l'effet contraire, de le préserver et de l'ajuster.

Car leur idéologie serait basée sur une éthique bourgeoise, la sublimation. Une bourgeoisie, angoissée de plonger le monde dans une course effrénée et incontrôlable, se rassure grâce aux architectes et à leurs travaux qui combrent cette anxiété par la sublimation d'un monde de demain idéal.

Celui d'une démocratie libre, prospère, épanouie dans l'abondance de biens et de droits. Un idéal décrit à grand renfort d'images, de discours et de films, présenté comme l'horizon vers lequel mènerait irrésistiblement un certain progrès technique porté par le système capitaliste. Finalement, être architecte lie inévitablement et fatalement à la notion de croissance.

Ainsi, ce travail tend à rejeter la culture idéologique des disciplines architecturales héritée du passé. Il tente de ne pas cacher les inquiétudes du présent, en présentant une vision du futur idéaliser. Il laisse aux autres le lieu des rêves et des possibles irréalisables pour se confronter aux rigueurs et aux contraintes du présent. La crise écologique qui se dessine est radicale et existentielle, car elle n'est pas seulement une crise de foi ou une crise de l'idéal du progrès, elle est surtout une crise de la rationalité. Il devient donc nécessaire de situer les disciplines architecturales en dehors de la rationalité cartésienne dans laquelle est née le capitalisme moderne et dans laquelle s'inscrivent les « superstructures* » et les « infrastructures » de notre civilisation. L'âge de l'accélération doit prendre fin pour laisser place à l'âge de la post-croissance. Mon énoncé s'inscrit dans cette volonté de bouleversement et de changement.

Pour cela, cet énoncé se développe en trois temps. Le premier s'attache à **faire** l'urgence d'une situation complexe et historique. Il donne aussi un aperçu de ce qui est fait pour répondre aux enjeux soulevés par la crise écologique et sociale actuelle. Deux approches aux antipodes seront détaillées. L'une est gouvernementale et «croissantiste», l'autre est populaire et anti-croissance

Le deuxième s'essaie de **défaire** notre modèle économique basé sur le culte de la Croissance. Afin de comprendre une «écosphère» complexe, qui dicte nos modes de vie et notre quotidien. Défaire consiste à dévoiler l'essence des notions fondatrices et intrinsèques de notre organisation économique. Les notions de «croissance», de «progrès» et de «travail» seront révélées et expliquées.

Le troisième, sous l'égide de La Décroissance, invite à **re-faire** et repenser notre monde. Le «mot obus» éclate en une multitude de perspectives pour frapper notre imaginaire. Il appelle à la lutte pour une société écologique et égalitaire, donnant les pensées nécessaires pour reconstruire le monde en dehors des champs de la rationalité. Ici, deux mouvements ou courants sont soulevés et considérés comme indispensables pour envisager un changement : l'autonomie, approchée comme le moyen par lequel reconstruire notre rapport au monde et aux autres. Puis la sécession, vue comme le refus de participer, elle devient un moyen de lutte afin de s'émanciper des étreintes de la société de consommation et retrouver de l'autonomie.

Faire

Lorsque nous remontons le cours des archives de notre monde, nous pouvons y découvrir une histoire tourmentée de crises et de luttes. En effet, les situations de crise poussent toujours la population à remettre en cause le système, du moins à le questionner au regard d'un nouveau contexte connu¹.

Gandhi en Inde, lutte par la désobéissance civile contre l'oppression coloniale britannique. Le Che, adopte la révolution pour libérer Cuba de l'impérialisme américain et mafieux. Sankara au Burkina Faso, défie l'impérialisme en adoptant une économie locale et protectionniste, pour une autosubsistance nationale. Et enfin, Allende, qui démocratiquement, effectue une transition socialiste au Chili.

Voici quelques grandes figures des oppositions à l'impérialisme occidental et capitaliste. Ils ont essayé, car assassinés, de proposer une autre société instituée sur des valeurs de partage et d'entraide, tournée vers la terre et le peuple.

Aujourd'hui, ces rêves, ces soulèvements et ces désirs d'autrefois se transmettent afin que l'histoire du monde bifurque enfin vers un nouvel horizon. Le contexte n'est pas nouveau. Notre temps est toujours sous l'égide d'une société instituée, selon une cosmologie «naturaliste»* et l'imaginaire de la rationalité. Cette conception héritée de la Renaissance et des Lumières, instaure une société divisée asymétriquement et antagoniquement entre dominants et dominés, notamment, en raison de l'exploitation et de l'oppression, qu'elle entretient.

Malgré une toile de fond inchangée, la crise actuelle revêt une forme nouvelle, car elle menace notre environnement,

le milieu au sein duquel nous produisons notre existence. Elle menace, à long terme, tous les êtres vivants, mais à court terme, les espèces les plus faibles et fragiles, d'animaux ou de plantes, ainsi que les humains les plus dominés et les plus pauvres sur Terre.

La remise en question prend alors la forme d'une lutte écologique et sociale ou d'une transition écologique et économique. Nous prendrons le temps dans ce premier chapitre «Faire», d'embrasser l'urgence que représente la crise de notre temps. Ensuite, nous approcherons ce que tentent de faire les institutions gouvernementales et mondiales pour apporter des solutions à la crise. Puis, nous ferons la lumière sur les réactions populaires, aux solutions de la politique écologique des États-Nations.

¹ Schuler, *Décroire, Reconstruire, Transposer*, 2.

L'Urgence

Il aurait été possible, que je développe, dans cette partie, la situation dans laquelle l'environnement et les sociétés de notre monde se trouvent actuellement. Je pourrais exposer à quel point la polarisation aiguë de nos sociétés détruit les relations et interactions sociales. A quel point les inégalités augmentent et les violences avec elles. Il aurait été aisé de dépeindre l'influence de notre activité industrielle sur le plus grand facteur d'évolution, le climat, et de montrer l'influence de son changement violent sur les écosystèmes. Il aurait été possible d'énumérer le nombre toujours grandissant des espèces vivantes qui disparaissent. Finalement, simplement exposer l'urgence climatique et ses enjeux afin d'engager une réaction contestataire à l'encontre des agents polluants, des grands groupes industriels, de la voiture, du béton ou encore de l'agriculture intensive.

Cependant, ces problèmes et ces enjeux sont les conséquences d'une domination, certes de grands monopoles industriels, avides de profits, mais surtout d'une domination plus insidieuse et englobante. Il me semble important de placer l'urgence sur la compréhension de cette domination.

En effet, l'urgence est de comprendre les causes de cette crise. Elles sont multiples et complexes. Tout au long de ce travail, nous donnerons certaines clés de compréhension afin de saisir, au moins dans les grandes lignes, la com-

plexité des significations auxquels nous sommes confrontés. Ici, nous tenterons de mettre l'urgence sur certaines significations qui sous-tendent notre société contemporaine, afin de dégager une critique qui permettrait de lutter de manière lucide contre cette domination.

L'urgence est de comprendre, premièrement, que la science et la technique* sont insérées, inscrites, enracinées dans la société. Deuxièmement, que la science et la technique contemporaines sont spécifiquement produites par notre institution sociale-historique, à savoir le capitalisme, tel qu'il s'est développé ces derniers siècles en Occident. Elles ne sont donc pas neutres ou indépendantes de leur contexte social-économique.

Historiquement, chaque société constitue sa technique et son type de savoir, de même que son type de transmission du savoir. La société capitaliste, quant à elle, se différencie de toutes les autres sociétés, par son avancement extrême dans la création et le développement d'un type de savoir et d'un type de technique: la technologie*. Mais aussi par sa capacité à placer ses activités au centre de la vie sociale, leur accordant ainsi une importance qu'elles n'avaient pas autrefois autre part.

Déclarons ainsi, pour faire basculer une prétendue vérité, que la neutralité et l'instrumentalité du savoir scientifique, de la recherche scientifique et de la technologie sont des illusions. Cette illusion est fortement enracinée dans l'institution contemporaine de notre société. En effet, la science et la technologie sont présentées comme des moyens neutres ou comme de purs et simples instruments

impartiaux. Cette création illusoire fait partie d'un imaginaire social dominant. Un imaginaire que l'économiste et philosophe Cornélius Castoriadis cerne en une phrase : « *la visée centrale de la vie sociale, c'est l'expansion illimitée d'une prétendue maîtrise prétendument rationnelle.* »² C'est-à-dire la quête infinie de contrôle, comme l'énonce Descartes, atteindre au savoir et à la vérité pour nous rendre maîtres et possesseurs de la nature. Cette ambition illimitée peut s'illustrer par le rêve technoscientifique, assumé aussi bien par les grandes figures politiques de « *gauche* »³, que par les grandes personnalités de la Silicon Valley⁴. Le rêve de maîtrise, « *du seul véritable maître, comme dirait Hegel, la mort.* »⁵

Cette imaginaire, commence sa domination par l'expansion illimitée des forces de production et avec elle la richesse et le capital. Afin de provoquer la croissance illimitée de la production et augmenter la productivité, cette expansion, s'étend dans le développement du savoir scientifique et technologique. Jusqu'à, finalement, entraîner la réorganisation et la reconstruction rationnelle de toutes les sphères de la vie. C'est-à-dire, rationaliser la production, l'administration, mais aussi la recherche, l'éducation, la santé, etc.

C'est alors que toute l'institution de la société se transforme et c'est sous cette forme que le système réussit à créer l'adhésion de la majorité des gens. Néanmoins, cette institution de la société, génère, comme l'histoire peut

2 Castoriadis, *De l'écologie à l'autonomie*, 23.

3 Bonanni, *Que défaire ?*, 15.

4 Kempf, *Que crève le capitalisme*, 44.

5 Castoriadis, *De l'écologie à l'autonomie*, 24.

le montrer, de nombreuses crises et inégalités qui se traduisent par la destruction, l'oppression et l'exploitation.

Il est urgent de comprendre pourquoi la majorité de la population adhère au système, malgré la foule de contradictions et son aspect inconditionnellement destructeur. C'est parce qu' « *il a réussi à créer, tant bien que mal, pour la majorité des gens et pendant la grande majorité des moments de leur vie, leur adhésion au mode de vie effectif, institué, concret de cette société* »⁶. Sans cette adhésion, certes contradictoire mais effective, tout s'effondrerait en quelques heures. Cette adhésion, tient à des processus qui constituent la fabrication sociale des individus dans et par la société, telle qu'elle existe⁷. Il est important et urgent de connaître dans la complexité immense de cette production, deux des aspects de cette fabrication :

« *l'un concerne l'instillation aux gens, dès la plus tendre enfance, d'un rapport à l'autorité (...) et l'autre, l'instillation aux gens d'un ensemble de « besoins », à la « satisfaction » desquels ils seront par la suite suite attelés toute leur vie durant.* »⁸

L'autorité se présente aujourd'hui comme désacralisée, ce n'est plus un Dieu ou un roi. Pourtant, une représentation et une signification imaginaire subsistent, héritées de la religion d'antan. Bien qu'elle ne soit pas proprement « sacrée » pour nous, elle s'installe socialement comme l'équivalent pratique du « sacré » et est décrite par C. Castoriadis

6 Castoriadis, *De l'écologie à l'autonomie*, 25.

7 *Idem*, 26

8 *Idem*, 27

comme *une religion plate et aplatie*. Cette représentation, presque sacré, de l'autorité s'incarne dans le savoir et la technologie (savoir spécialisé, scientifique, technique). C'est au nom d'un prétendu *savoir* que les institutions gouvernantes sont reconnues comme autorité.

Michel Foucault, dans ses travaux, identifie cette relation intrinsèque entre savoir et pouvoir. Le *savoir*, dans nos sociétés, s'institutionnalise dans les structures de pouvoir. Les lieux de discipline, tels que les prisons, les hôpitaux, les écoles et les universités, produisent et diffusent des savoirs spécifiques qui renforcent le pouvoir des institutions gouvernantes.⁹

L'orientation, les objectifs, les modes de transmission et l'organisation interne du *savoir* (qui est aujourd'hui tourné spécifiquement et dès le plus jeune âge vers les matières scientifiques et la technologie.) renforcent donc le pouvoir des États qui assurent la survie du système social actuel. Ces mêmes États, au nom du *savoir*, sont les autorités organisatrices des institutions de transmission du savoir qui deviennent alors des appareils de contrôle.

La relation entre savoir et pouvoir interpelle, car elle biaise inévitablement ce qui représente le pouvoir, c'est-à-dire le *savoir*, tout en remettant en question la légitimité des structures de pouvoir (État). Il est important de considérer la question du savoir et de la technologie, car elles sont le pur produit du système établi. Les remettre en question pousse à s'interroger sur le monde, sur nous-mêmes et sur le savoir¹⁰. Et il y a urgence.

9 Foucault, *Surveiller et punir: Naissance de la prison*.

10 Castoriadis, *De l'écologie à l'autonomie*, 31.

La société capitaliste, comme toute société, a créé un ensemble de besoins pour sa population et lui inculque l'idée que la vie a de la valeur, ou qu'elle est matériellement possible, seulement si ces besoins spécifiques sont satisfaits, tant bien que mal.¹¹ Néanmoins, elle possède la particularité, de faire reposer sa survie; sur sa capacité à créer toujours plus de nouveaux besoins. Afin de, continuer de consommer, toujours plus. A produire toujours plus de marchandises et satisfaire toujours plus les besoins et les désirs. Jusqu'à aujourd'hui peut-être, le capitalisme a toujours réussi à répondre, pour la majorité et dans la plupart du temps, aux besoins qu'il a créés. Car, il a toujours réussi à s'adapter, en absorbant ses défauts et ses failles, pour les transformer en nouveaux besoins et en nouveaux marchés :

« *La camelote, elle est là, les magasins en regorgent - et vous n'avez qu'à travailler pour pouvoir en acheter. Vous n'avez qu'à travailler pour pouvoir en acheter. Vous n'avez qu'à être sages et à travailler, vous gagnerez plus, vous grimpez, vous en achèterez plus, et voilà. Et l'expérience historique est là pour montrer qu'à quelques exceptions près, ça marche: ça marche, ça produit, ça travaille, ça achète, ça consomme, et ça remarche.* »¹²

Ainsi nous comprenons comment un *savoir* techno-scientifique placé en *quasi* «divinité» et une addiction au confort de la consommation font tenir notre société. Il est maintenant urgent de comprendre ce que cela signifie.

11 *Idem*, 32.

12 *Idem*, 33.

Cela signifie, que la crise environnementale, sociale, énergétique et politique que nous vivons actuellement est une crise de société, une crise de notre mode de vie. Elle concerne tous les aspects de notre quotidien et tous les individus. Il est donc urgent de prendre connaissance du non-sens, d'asservir la société, au projet absurde d'être maître et possesseur de la « nature ». Car, c'est ce projet qui a conduit le monde dans cette crise. Prendre connaissance de ces significations, permet de pénétrer radicalement aux racines des significations et des structures de domination de notre société, qu'il est urgent de transformer.

Les Solutions

Les solutions apportées par les États et les différentes structures de pouvoir à la crise écologique sont loin de remettre en cause la société telle qu'elle est instituée. Au contraire, elles tendent à renforcer le système et à répondre à la crise par le système. Cela signifie utiliser le développement économique et technologique pour conserver et augmenter la croissance économique tout en préservant notre environnement. C'est ce que l'on appelle communément la «Croissance Verte.»

Cette croissance promet un monde technologique alimenté par des énergies «renouvelables,» avec un «recyclage» global de notre consommation et de notre production, en vue d'un «confort» et d'un «bien-être» connectés et respectueux de l'environnement ¹³.

La Croissance Verte, au cœur de la politique écologique moderne, repose principalement sur le concept de «Développement Durable». Le rêve proposé par cette politique de développement est celui d'une croissance continue maintenue, mais sans destruction de l'environnement. Le projet s'articule autour du découplage, c'est-à-dire la combinaison du progrès technologique et de la diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES). Les émissions de GES sont principalement causées par les pays de l'OCDE* et par 1% des plus riches de la population. Notamment en raison leur consommation d'énergie fossile pour la production de masse et la satisfaction des besoins de consommation. Les secteurs les plus polluants en termes d'émissions de GES sont l'agriculture, le transport et la construction. C'est à dire nos besoins de subsistance. Le

découplage s'attaque donc à la question des énergies en substituant la consommation d'énergie fossile par les énergies renouvelables, ce qui implique la transformation des moyens de productions et de transformations de tous les secteurs d'activités, en particulier l'agriculture, le transport et la construction.

Approchons maintenant quelques grands projets développés par la politique écologique moderne. Le transport est au cœur de notre économie, la mondialisation et le marché global dépendent de la capacité des marchandises (travailleurs et biens) à se déplacer à travers le globe. La société capitaliste a assujéti cette capacité principalement aux moyens de transports individuels. La voiture devient le cœur de la politique de découplage, remplaçant la combustion d'essence par la consommation d'électricité, produite, idéalement, à partir d'énergies renouvelables. Cela implique la production d'énergie dite «propre», bien que la majorité de l'électricité soit encore produite par des énergies fossiles ou nucléaires. De plus, cela nécessite la production massive de batteries, le nouveau réservoir de la voiture, soulevant des problématiques qui entre en contradiction avec les objectifs de la Croissance Verte.

En effet, pour produire des énergies renouvelables afin d'assurer la production électrique nécessaire à notre confort, il faut une quantité astronomique d'infrastructures éoliennes, solaires, géothermiques, et autres. En prenant l'exemple des éoliennes, pour donner un ordre de grandeur, il faudrait mettre en service 236 000 éoliennes sur le territoire français. Si l'on privilégie plutôt l'énergie so-

13 Liegey, Brokman, *Décroissance*, 43.

laire, il faudrait installer 4700 km² de panneaux solaires ¹⁴. Toutes ces infrastructures nécessitent de nombreuses ressources technologiques et de matières premières telles que terres rares, béton, acier, or, cuivre, etc. Il est important de rappeler que toutes ces ressources proviennent d'exploitations minières et de transformations industrielles extrêmement lourdes et polluantes. Si, comme annoncé, le projet est d'abandonner les énergies fossiles, il faudrait d'abord polluer et détruire massivement l'environnement pour ensuite consommer de l'énergie «propre.» Une autre contradiction évidente se trouve dans la production des batteries, qui nécessite du lithium, une ressource limitée comme le pétrole ou le charbon et dont l'exploitation du minerai est l'une des plus polluantes et destructrices. Cette solution revient simplement à déplacer le problème du carburant fossile et limité sur un métal lui aussi fossile et limité.

De plus, la voiture électrique ne réduit pas l'impact environnemental généré par les infrastructures routières, c'est-à-dire l'augmentation de l'artificialisation des sols et l'augmentation de l'étalement urbain.

Cependant, la solution de la voiture électrique implique et provoque l'accroissement économique de nombreux marchés. La consommation, par l'achat de ces nouvelles voitures fait croître l'économie, automobile, minière, énergétique, manufacturière et de la construction (route, parking). Une aubaine pour les grands groupes. (Vinci)

L'autre grand projet mené par la communauté internationale pour diminuer les émissions de GES est le recyclage. Avec l'apparition d'un nouveau continent fait de plastiques

ainsi que de notre territoire bourré en surface comme en sous-sol de déchets ménagers, de chantiers et industriels, les grandes réunions internationales sur le climat prennent la question des déchets plastiques et industriels au sérieux et la placent comme figure de proue de leur politique écologique. Avec les accords de la COP21, les nations participantes s'engagent à développer sur leur territoire les filières de recyclage industrielles. Ainsi, les gouvernements s'emparent d'un secteur jusqu'alors délaissé et repoussé loin des considérations économiques gouvernementales. L'intention du projet, s'inscrit dans une démarche de réduction de la pollution plastique, recycler pour réutiliser, et donc produire moins de plastique. Pour réaliser cet objectif, les grandes nations occidentales peuvent compter sur les innovations en matière de procédés chimiques, permettant de casser les molécules de plastique pour en faire de nouveaux. Elles encouragent la création d'une nouvelle industrie pour alimenter le nouveau marché du recyclage, un marché énorme si l'on considère la quantité de déchets produite chaque année.

Favorisée, encouragée, et recherchée, l'industrie de retraitement plastique voit le jour avec d'immenses complexes industriels composés d'usines de recyclage chimique. Parmi les projets industriels de ce type, l'un fait figure d'exemple. En effet, le projet industriel de l'Axe Seine et sa Zone Économique Spéciale entre Rouen et Le Havre (ZES) illustre parfaitement la politique écologique instituée par les États. La ZES bénéficie d'un statut juridique spécial offrant de nombreux avantages : *«les investisseurs y bénéficient d'une infrastructure, créée aux frais du budget public, de droits de douane favorables et de préférences*

¹⁴ Idem, 46.

fiscales»¹⁵. Elle est conçue comme un outil de développement économique. Le collectif Échelle Inconnue a publié en 2021 un article critique sur cette zone qui accueillera un grand projet de retraitement de déchets. L'analogie qu'ils y font n'est pas gracieuse. Néanmoins, ils expliquent comment s'articule cette ZES, conçue expressément pour recycler les déchets des travaux du Grand Paris et répondre aux nouvelles prérogatives européennes à venir sur le recyclage plastique. Les grands groupes Exxon-Mobil* et Plastic Energy* ont signé des accords pour construire deux usines de recyclage chimique du plastique en France afin de produire le Tacoil, une huile synthétique produite à partir du plastique. Elle sert comme matière première pour la fabrication de carburant (essence). Le fonds d'investissement Air Liquid* et la société H2V Normandy* ont fondé une alliance pour l'installation d'une usine à hydrogène qui alimentera la raffinerie Esso, associée à Exxon-Mobil à Port-Jérôme-Sur-Seine¹⁶.

Il n'y a pas besoin de lister les contradictions de ce type de projet. Néanmoins, le développement de l'industrie du recyclage, tout comme le développement des transports électriques et des énergies renouvelables, sont des exemples parmi les nombreux grands projets développés par les grandes nations européennes pour répondre aux objectifs climatiques du Développement Durable. Ces exemples ainsi que les solutions pour appliquer les consignes des accords de la COP 21.

15 Echelle Inconnu, «Sur la grande rue une zone économique», 8

16 Echelle Inconnu, «La coprophagie urbaine», 11

Les Réactions

Alors que les États apportent comme solutions aux enjeux climatiques de grands projets industriels ou de nouvelles infrastructures toujours plus technologiques. Une partie de la population voit le concept de la Croissance Verte comme une illusion, cachant les desseins d'une politique néolibérale et capitaliste, n'ayant comme nulle autre préoccupation, l'accroissement économique et avec lui l'accroissement des inégalités et des sévices écologiques.

Cette population se constitue de collectifs, comités, associations, maisonnées, citoyens ou groupuscules, éparpillés à travers le territoire. Ils ont hérité de la riche histoire des luttes sociales et environnementales des deux siècles passés. Ils s'identifient et s'inscrivent dans la grande histoire des soulèvements populaires et des luttes sociales qui se sont opposés, partout sur le globe, à l'impérialisme capitaliste. Comme avant eux les grandes figures anti-impérialistes et anti-capitalistes, ces individus, jeunes ou vieux, femmes ou hommes ou autres, s'opposent à son développement par des moyens d'actions, intellectuels ou matériels, doux ou violents, singulièrement ou collectivement, virtuellement ou physiquement. Ils agissent pour un équilibre juste et égal entre les vivants.

L'une des réactions les plus importantes, ayant eu lieu en Europe, est le mouvement réactionnaire et révolutionnaire des luttes territoriales. Des luttes à l'échelle territoriale, contre des projets de grandes infrastructures industrielles ou d'intérêt économique, impliquant la destruction de milieux naturels et bâtis. Ces territoires deviennent le lieu

où s'entrechoquent, par la rencontre de cette population hétéroclite, la puissance de l'État et la force populaire. La lutte pour la défense de ces territoires, s'effectue sur le long terme, par de nombreuses actions d'occupations et insurrectionnelles. L'exemple le plus probant, puisqu'il est parvenu à l'annulation du projet, est la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Cette Zone d'aménagement différé (ZAD) était un secteur convoité par l'État depuis la fin des années 60 pour la construction d'un aéroport. Un projet faisant partie du plan d'aménagement et de développement de Nantes-Métropole. En réaction à ce projet, elle est devenue une Zone à Défendre (ZAD) afin de s'opposer au projet et de défendre les terres composées de bocages, de forêts et de mares.

Le combat commence en 1974, lors de l'annonce du projet de l'aéroport. Les agriculteurs locaux, s'organisent pour maintenir les terres en culture afin de lutter contre les expropriations et le rachat des terres. Ils luttent aussi, à coup d'actions militantes : manifestations, séances d'informations et recours juridiques. C'est au début des années 2000 que le projet d'aménagement est relancé et se précise. Dans le même temps, l'opposition grandit et s'intensifie, avec l'ouverture* d'une ferme et la première maison squattée. S'ensuivent de nombreuses actions de sabotage et d'occupations temporaires des sites de forages. Ces actions ralentissent grandement le projet. Début 2010, voyant le processus se réactiver, les opposants à l'aéroport changent de mode d'action et invitent à squatter la zone pour occuper les lieux et ainsi lutter contre la bétonisation de ce territoire, considéré comme une zone humide et protégé par l'Union Européenne. C'est sous la présidence socialiste de

2012 que les affrontements commencent. Les expulsions des néo-habitants, squatteurs-agriculteurs, sont ordonnées ainsi que la destruction du biotope et du bâti. Les maisons sont rasées, les récoltes anéanties, les arbres abattus et les ruisseaux comblés. Durant un mois, le bocage nantais est transformé en champ de bataille. Ce sont quarante mille personnes qui convergent sur Notre-Dame-des-Landes lors de la manifestation de réoccupation. Les personnes affluent de partout en France, ainsi que la formation de comités de soutien partout en métropole et ailleurs.

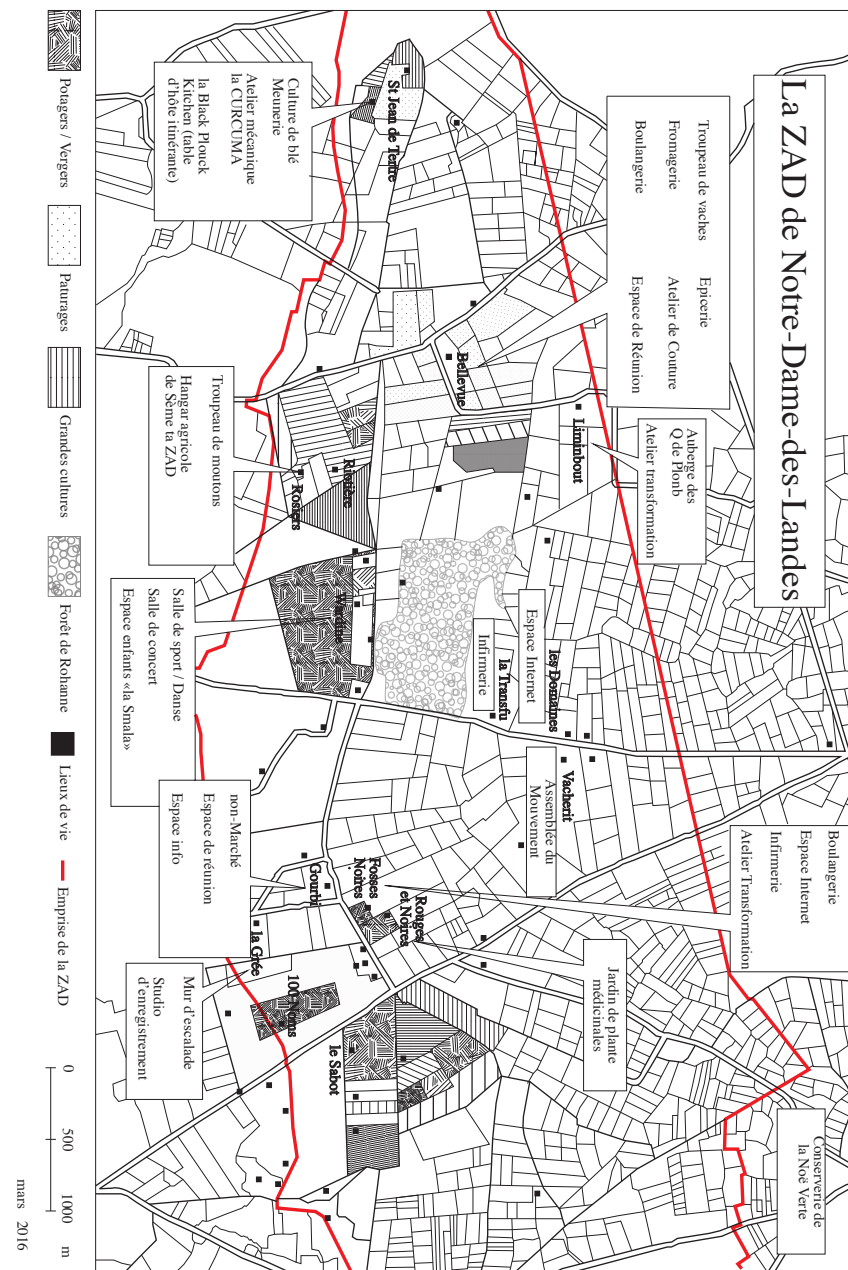
Un mode de lutte original se met en place, de manière très soutenue entre 2012 et 2016. Il s'agit de rendre la zone habitable, pour les centaines d'habitants permanents et d'accueillir les habitants temporaires. Ceux-ci séjournant parfois par milliers dans la zone, pour participer à la lutte et à la vie alternative de la ZAD. Dans cet espace de bouillonnement et de fourmillement se forme un laboratoire d'une autre société. La ZAD devient alors un vaste chantier collectif¹⁷:

« A l'arrivée sur le site, le nombre de bâtiments en construction dépasse largement les prévisions. C'est tout un village qui sort de terre, aussi hétéroclite que le sont les opposants qui l'ont construit: une cuisine collective et une grande salle de réunion, conçue par un collectif mêlant charpentiers proche de la zone et occupants; un dortoir, (...), une salle de bain collective. »¹⁸

La ZAD est un chantier interrompu, elle s'organise en

¹⁷ Pruvost, *Quotidien politique*, 260.

¹⁸ Mauvaise Troupe, *Contré*, 109.



différents collectifs, forme des groupes de décision qui cherchent à trouver un consensus pour satisfaire toutes les différentes « composantes » de la lutte : composantes paysanne, citoyenne, occupante, les nébuleuses de comités de soutien, la mouvance militante autonome et anti-autoritaire des villes alentour.¹⁹ Organiser cette diversité ne peut se faire à travers une seule voix. Chaque composante se voit donc reconnaître une certaine autonomie, ce qui multiplie les initiatives :

*« Approvisionner en vêtements des free-shops, transborder des cagettes de légumes, covoiturer, laver les couvertures des sleep-ins (dortoirs), installer une tente pour un concert, planter des fruitiers, transformer des carcasses de voitures en jardinières, vider des toilettes sèches, construire une cabane en palettes, cultiver des pommes de terre, faire la vaisselle en trois bacs, manier une perceuse, reconnaître des plantes sauvages, cohabiter avec des chiens sans dieux ni maître, fabriquer des chicanes avec des arbres morts du bois et des Caddie, sans que cette afflux de dons et de coups de main ne fasse l'objet d'une répartition centralisée, c'est initier, à peu de frais, à des savoirs politico-pratiques, qui préparent aussi bien la lutte politique qu'à l'installation dans des lieux alternatifs. »*²⁰

La diversité des composantes du mouvement donne lieu à la constitution de différentes forces, avec leurs logiques, leurs pratiques, leurs aspirations propres, pour elles-

19 Mauvaise Troupe, *Contré*, 154.

20 Pruvost, *Quotidien politique*, 260.

mêmes mais aussi les unes par rapport aux autres.²¹ Ce mélange hétéroclite est plus qu'une juxtaposition ou une addition d'entités, c'est une véritable fabrique collective, qui dépasse les frontières de chaque composante, chacune infiltrant et influençant l'autre. Cet assemblage, hors normes, parvient à fabriquer une subsistance commune qui n'est pas abstraite de sa provenance, ni des mains qui la rendent possible.²²

La ZAD est un format d'action collective ancré dans le faire: faire un chantier vaut une bataille; Habiter redevient un geste politique, car on habite pour défendre un territoire; Faire le rêve d'une commune libre, où le territoire devient un jardin commun, un trou dans le tissu mondial, affranchi des métropoles et de leur volonté d'assimiler les territoires aux flux marchands.

Mais cette action, malgré l'abandon du projet d'aéroport, est condamnée à s'évanouir, à devenir qu'une trace marginale et à demeurer en ruines. Les ruines d'un rêve écroulé. En effet, la preuve de la viabilité d'une gestion associative et commune des terres doit disparaître:

*« Résidents et non-résidents ont forgé un contre-système des professions, qui privilégie les échanges en nature et une distribution non pyramidale du travail, en capacité, depuis 2008, de subvenir au besoins des habitants et de créer du surplus.(...)La démonstration en direct d'une zone d'entre-subsistance, à ciel ouvert (de surcroît visible). »*²³

21 Mauvaise Troupe, *Contré*, 155.

22 Pruvost, *Quotidien politique*, 262.

23 Pruvost, *Quotidien politique*, 263.

C'est un territoire, établi en contre-système de 16 km², faisant sécession en plein cœur de la République. Il est un feu qui risque de se propager et qu'il faut éteindre pour prévenir le chaos. Le projet de l'aéroport laisse la place à un nouveau projet. Celui-ci, a pour but d'empêcher la constitution d'une société communalisée, avec des terres, des ateliers, des habitats légers et des habitats en dur. Le nouveau gouvernement récupère les matraques et les bulldozers abandonnés par son prédécesseur et ordonne le saccage des terres et des maisons. Avec ce saccage disparaissent des exemples d'habitats légers, peu coûteux et écologiques. Construits sur le modèle des chantiers participatifs et de l'auto-construction, avec une visibilité extrême des circuits des matériaux, une maniabilité des moyens employés et une ingéniosité simple et bricoleuse* permettant aux non-initiés de s'insérer dans le processus de construction. Ces modèles d'inventivités en termes d'autonomie et d'autosuffisance énergétique ont comme valeur, la valeur collective des habitants qui les ont construits. Elles ne sont pas l'œuvre d'un individu singulier. Elles présentent une unité de fond dans la diversité ; aucune n'est jamais tout à fait pareille à l'autre, mais toutes sont pourtant visiblement issues de la même racine. (voir Annexes)

Pour conclure ce premier chapitre sur « faire », nous avons constaté ce qui est fait et ce qui a été fait. Il s'est institué durant notre histoire une forme de société qui a toujours cristallisé des luttes et des soulèvements. Ces conflits et ces mouvements révolutionnaires, se sont toujours insurgés contre la domination de certains sur d'autres. Aujourd'hui, la situation n'a pas changé de ce point de vue là. Les puissants imposent au faible leurs lois et leurs ambitions. Elle s'est même empirée, plus insidieuse: le monde entier est régi par le capitalisme financier mondialisé.

Souverain des êtres humains, de l'environnement et de toutes les autres espèces vivantes, il plonge notre planète dans une crise d'une destruction sans précédent. Nous avons compris que les solutions apportées pour résoudre cette crise, annoncée haut et fort il y a 50 ans maintenant, n'ont rien provoqué d'autre que l'accélération de la crise climatique. Les réactions, les luttes sociales et écologiques, ont crié l'urgence et ont proposé des alternatives qui n'ont aucunement provoqué un basculement sociétale ou même un certaine prise de conscience généralisé.

La société mondiale se polarise encore et toujours, de même que les saisons et les températures. Ce qui a été fait n'a rien changé et ce qui est fait ne change rien. Et nous ne nous ferons pas berner par les gouvernements occidentaux qui annoncent des chiffres de diminution d'émissions de GES ; nous savons qu'elles ont été émises ailleurs dans le Global Sud*. La crise écologique, absorbée et récupérée, devient un nouveau processus économique et marchand. Elle devient un immense terrain de nouveaux besoins, aussitôt incorporés dans grande boucle de consommation. Mais elle devient aussi, une motivation plus grande en-

core pour changer et lutter. Elle donne des arguments qui, nous l'espérons, permettront enfin d'atteindre un équilibre entre les entités du monde vivant. La lutte écologique met en jeu toute la conception, toute la position des rapports entre l'humanité et le monde. Elle pose cette question centrale de l'humanité : Qu'est-ce que la vie ? Et nous vivons pour quoi ? Continuons de nous interroger, continuons la lutte, continuons d'espérer. Défaisons, afin de comprendre la réponse existante : la réponse capitaliste. Et refaisons apparaître les réponses alternatives.

Défaire

Défaire c'est rompre, dénouer, détricoter, découdre, détruire, dégager, démolir, démanteler, décomposer, dépêtrer, déconstruire, abattre, mettre sens dessus dessous pour changer l'état des choses de manière qu'elle ne soit plus ce qu'elle était. *Littré*

Notre société est basée sur un système capitaliste qui vise à produire toujours plus, toujours plus vite, pour une accumulation sans fin du capital. Par son application, advient l'enrichissement par le capital, la surproduction, la surconsommation, la production massive de déchets plastiques, la destruction et les inégalités.

Karl Marx, dans son livre *Le Capital*, explique que le capitalisme est apparu suite à l'expropriation des métayers des terres communes. La bourgeoisie au pouvoir fait des profits aux dépens de ces derniers, sans terre, poussés dans les usines.¹ Le capital naît par le profit fait sur la force de travail. Les marchandises sont produites pour être échangées. Les valeurs d'usages sont oubliées au profit de la valeur d'échanges. L'objectif n'est plus de satisfaire des besoins mais de générer des profits.² Le système capitaliste a pour nature de générer toujours plus de profits. Dépendant de celui-ci pour sa survie, il s'appuie sur la capacité de l'économie à croître. Si l'économie est le système général dans lequel s'organisent nos sociétés et nos vies³, la croissance est le socle sur lequel repose l'économie capitaliste, mais aussi nos rapports sociaux et notre vie quotidienne.⁴ Dans ce deuxième temps, nous allons tenter de défaire ce socle sur lequel repose ce système d'organisation. Défaire pour comprendre sur quoi repose notre société et ce qui produit notre quotidien.

1 Arbez, Ordonneau, «Décolonisation du capitalisme», 207-208.

2 Kempf, *Que crève le capitalisme*, 24.

3 Cnrtl, «économie définition».

4 Kempf, *Que crève le capitalisme*, 34.

La Croissance

La Croissance est manifestement abstraite. Défaire la notion de Croissance c'est décomposer l'organisme économique de notre société. L'objectif dans ce chapitre est de cerner la Croissance, comprendre un courant culturaliste, dans lequel chacun d'entre nous se confond sans sentir qu'il participe à une course depuis l'autant commencée et dont la ligne d'arrivée est inatteignable. Cerner et entourée, elle sera défaire pour permettre de percevoir ses limites, dévoiler que cette course est en réalité un calvaire.

La croissance économique est l'accroissement de la performance économique d'un pays, c'est-à-dire la capacité d'un pays à générer du profit. Elle se mesure par l'augmentation du Produit intérieur Brut (PIB) d'un pays sur une période donnée.

Le PIB est « l'indicateur d'accumulation de la valeur monétaire créée et des quantités de biens et services produits chaque année au sein d'une économie considérée ». ⁵ Il est l'addition de toutes les activités économiques, les bonnes comme les mauvaises. C'est une calculatrice dépourvue de touche « moins ». ⁶ Il compte seulement les activités comportant des transactions monétaires, rendant invisible l'influence des activités indispensables du quotidien, bénéfiques et nécessaires au bon fonctionnement de notre société tel que bénévolat ou travaux domestiques. De plus, le PIB, outre sa capacité à mesurer le « progrès économique » d'un pays ou par habitant, est incapable de mesurer ou in-

⁵ Bayon, Flipo, Schneider, *La décroissance: 10 questions pour comprendre et en débattre*, 15.

⁶ D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 285.

former comment ce « progrès » se répartit dans les différentes classes sociales. Une répartition inégale des revenus et de la richesse, impossible à visualiser par le PIB, polarise* une société. C'est-à-dire, que la classe moyenne disparaît pour laisser place à deux pôles, l'un composé des classes dominantes et financière privilégiées. Alors que l'autre, beaucoup plus conséquent, des classes populaires et financièrement défavorisées. Les inégalités augmentent autant que l'économie progresse.

De nouveaux indices ont vu le jour, comme l'indice de développement humain (IDH) ou le « PIB vert », mais ils ne viennent pas remplacer le PIB, mais plutôt l'accompagner et le supporter. La création de ces nouveaux indicateurs a conforté l'utilisation du PIB, qui reste une référence.

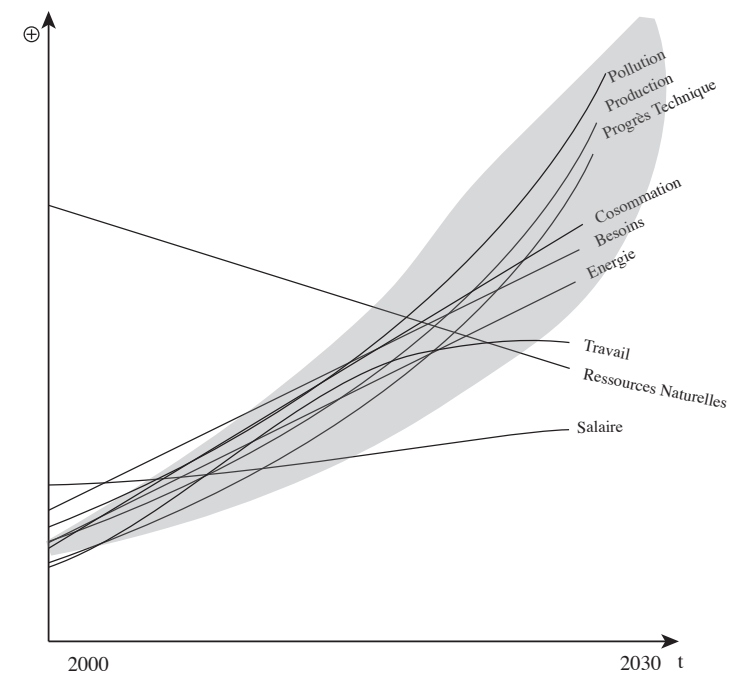


Fig.1

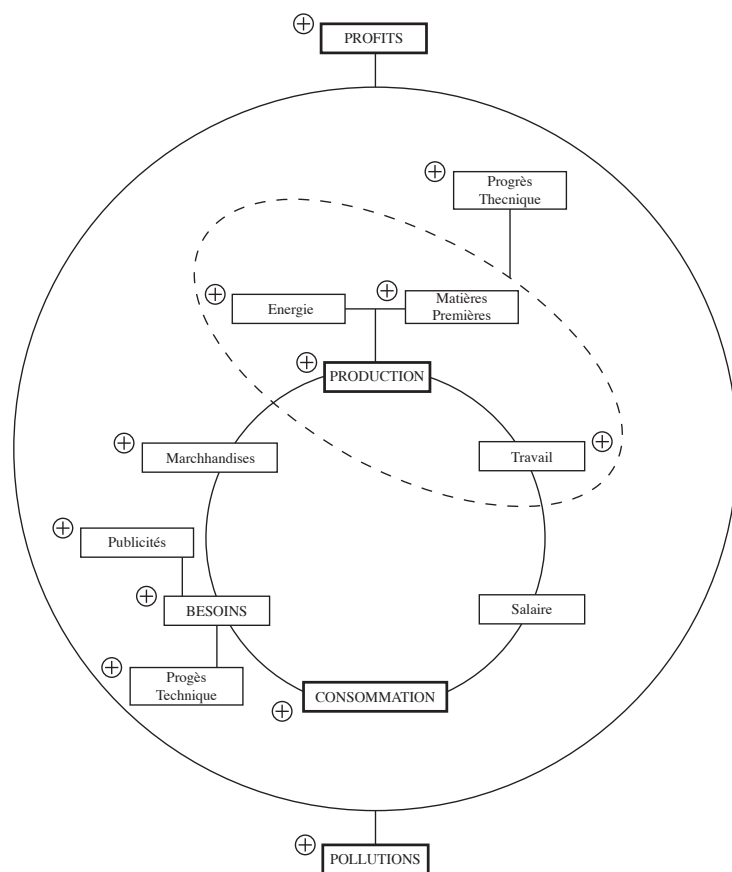


Fig.2

La Croissance est la quête perpétuelle des gouvernements et des entreprises, car elle est associée à l'augmentation des emplois et des revenus, ainsi qu'à l'enrichissement et à une amélioration des conditions de vie d'une population. Cependant, elle a également des coûts environnementaux et sociaux, notamment en termes de pollution, de dégradation de l'environnement, et d'inégalités sociales. Malgré l'ambivalence de ses conséquences, la croissance reste la réponse des gouvernements pour faire face aux problèmes économiques et sociaux d'une nation.

Car le PIB par habitant est souvent présenté comme l'indice du bien-être.⁷ Néanmoins la Croissance, synonyme de richesse et de bien-être, repose sur la production de marchandises illimitée, la consommation de besoins illimités, tous deux engendrant une pollution illimitée. En somme, la prédation des ressources naturelles, la recherche constante de nouveaux besoins artificiels et la dégradation de l'environnement.⁸ (voir fig.1)

Avec la Croissance la société s'institue autour d'un cercle infini et prétendu illimité. (voir fig.2). Elle plonge nos quotidiens dans la société de consommation et de l'information. Celles-ci nous assaillent de toute part. Les publicités nous appellent à consommer. Elles sont partout : dans la ville, chez nous, sur nous, sur nos téléphones, à la télé, dans nos oreilles, à la radio. Elle nous pousse, de manière manipulatrice, à répondre à des besoins artificiels créés par la «culture moderne», pour un bonheur hédoniste*, une satisfaction incomplète et passagère. L'affirmation impli-

⁷ Latouche, *La Décroissance*, 26.

⁸ Latouche, *La Décroissance*, 36.

cite selon laquelle la Croissance économique contribue au bien-être n'est plus vraie.

En effet, un certain niveau de croissance économique permet en général de satisfaire les besoins de base. Néanmoins, passé ce niveau, la Croissance mène à la consommation des « biens positionnels ». Ces biens, comme leur nom l'indique, «*définissent la position dans la société de celui qui les détient et sont liés à son revenu*». ⁹ La valeur de ces biens réside dans leur caractère rare. Dans une société dominée par la Croissance, l'augmentation des revenus facilite l'accès aux « biens positionnels » et à mesure qu'ils deviennent plus répandus dans la société, leur valeur symbolique et leur capacité à définir un statut social diminuent. L'accès à ces biens, réduisant donc leur impact de distinction sociale, entraîne une baisse de la satisfaction pour ceux qui les possèdent. De plus, leur accès accru augmente la demande, provoquant une hausse de leurs coûts. Ainsi, la Croissance ne peut pas garantir, dans une société inégale, l'accès à ces biens par tous, laissant une partie de la population dans l'insatisfaction de ne pas bénéficier d'une ascension sociale. Les « biens positionnels », en raison de leur valeur relative et de leur rôle relatif, participent à générer la compétition sociale déjà exacerbée par les inégalités socio-économiques grandissantes et les normes culturelles, basées sur la réussite et la reconnaissance individuelle.

9 D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 253

Finalement, la Croissance promet un bien-être par une ascension sociale et économique. Une promesse tenue par une augmentation du pouvoir d'achat pour une ascension économique et sociale. Mais, elle engendre, au contraire, une consommation et une compétition positionnelles qui provoquent insatisfaction et inégalités. C'est le rêve de posséder ces biens qui alimente le désir de Croissance. ¹⁰

La Croissance, dans son impératif de continuer à croître, donne lieu à un phénomène économique, « la destruction créative ». Elle est la conséquence, de cette nécessité de créer, par « le progrès technique » entre autre, de nouveaux marchés afin de croître. Par l'innovation, elle force la destruction de techniques, remplacées par de nouvelles plus rentables. Et avec elles, toutes les entreprises, les savoir-faire et les gens qui en dépendent. Les nouveaux besoins, créent de nouvelles dépendances et de nouvelles obligations qui entraînent de nouveaux types de consommations et productions. La vitesse constante et perpétuelle des changements et des innovations, provoque le déracinement et l'enfermement des individus mis sous la pression d'une compétition prédatrice et de la menace d'obsolescence professionnelle. Dépendant et asservi, seul la société de consommation peut répondre à nos besoins ainsi chacun de nos gestes contribue à la dynamique de consommation de notre monde.

La Croissance est une culture, qui associe le progrès de la liberté et de la dignité humaine à l'abstraction toujours

10 D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 254

plus grande des réalités matérielles.¹¹ En d'autre terme, c'est au nom de la liberté que le consommateur se trouve déconnecté, des biens et des services qu'il consomme. Et qu'il est conditionné pour consommer des marchandises, dont il n'a pas réellement besoins.

En effet, la Croissance comme culture «humaniste», est un héritage des Lumières. Aujourd'hui, elle plus insidieuse, mais garde comme mot d'ordre «les humains avant tout», mettant certains humains et leurs intérêts dans une position de supériorité. Chacun, soi-disant indépendant, soi-disant libéré de la transcendance, soi-disant, libre de penser et d'agir.

Les Lumières, à l'image du dualisme de Descartes oppose «nature» et «culture». La seconde nous détachant de la première.¹² C'est la culture de la rationalité et de l'illimitation. La culture de la révolution bourgeoise: la révolution française. La rationalité et le «naturalisme» porte l'insurrection des doctrines libérales et bourgeoises sur l'ancien régime monarchique. Elles donnent naissance aux droits de l'homme, fournissant les outils philosophiques et législatifs pour faire place nette, détruire la «nature» et ravager le monde sans vergogne.¹³

Contrairement à l'émancipation promise, avec les Lumières, une nouvelle transcendance, beaucoup plus insidieuse, voit le jour. Comme l'écrivait George Orwell : « *le cerveau enfermé dans un bocal* »¹⁴, dépendant, assisté, pris dans la division du travail rationalisé, l'humain dé-

lègue son existence et s'asservit car il croit en la religion croissantiste toute-puissante qui lui impose sa dictature des marchés financiers, la « main invisible » de l'économie et ces lois «technoscientifiques». Il croit en la salvation qui lui sera apportée par la croissance économique : toujours plus, pour avoir toujours et «être» toujours plus. Le transhumanisme a déjà commencé notre transformation en cyborg, la technologie dématérialise l'humanité, la rend abstraite, pour la rendre immortelle.

La Croissance, ainsi défaite, apparaît comme la culture de la fuite en avant. Avec comme idéal, dépasser nos limites et atteindre un contrôle divin, impossible, puérile et fictif. Voici ce qui semble être nos nouvelles grandes aventures.

11 Bonnani, *Que Défaire ?*, 35.

12 Bonnani, *Que Défaire ?*, 36.

13 Latouche, *La Décroissance*, 38.

14 Bonanni, *Que défaire ?*, 36.

Le Progrès

Le « progrès » est un mouvement, un élan vers l'avant, qui désigne toute sorte d'augmentation et de transformation vers le mieux. Il est l'évolution de l'humanité vers un idéal. *Littre*

Le grand récit de l'ère «moderne», le XXe siècle, pourrait être résumé ainsi : «le progrès à tout prix !». Il semble donc important de défaire ce terme intouchable et sacré pour comprendre ce qu'il est, car le progrès c'est beaucoup de choses.

Le «progrès» est un objectif, un idéal à atteindre. Pour l'ONU, cet objectif est : «*éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité d'ici à 2030*» (ONU). Pour l'ONU, c'est le «Développement durable» le moyen pour créer les conditions qui feront avancer notre civilisation vers cet idéal.

Le «Développement» est un concept qui a évolué au cours de l'histoire. Il a été théorisé de manière et de degré multiples, mais dans ce travail, nous garderons, pour comprendre son essence, la définition du «Développement » faite par l'économiste François Perroux, qui le définit ainsi : «*c'est l'ensemble des transformations des structures économiques, sociales, institutionnelles et démographiques qui accompagnent la croissance, la rendent durable et, en général, améliorent les conditions de vie de la population*». ¹⁵ Le «Développement Durable» n'échappe pas à la règle. Comme toutes les théories du «Développement», il intègre la croissance économique comme condition intrinsèque de son existence et n'intègre aucunement la question des inégalités écologiques. ¹⁶

¹⁵ Bayon, Flipo, Schneider, *La décroissance: 10 questions pour comprendre et en débattre*, 91.

¹⁶ *Idem*, 95-96.

Le «Développement», avant d'être une théorie économique, peut apparaître comme une thèse sur la nature humaine. ¹⁷ En effet, certains théoriciens considèrent le développement comme l'origine des choses, la «Genèse». Le développement comme une loi naturelle: l'évolution. (fig.1) Le « Développement (durable ou économique)» est donc considéré comme un état de fait et non une liberté de choix. Ainsi, il deviendrait une vérité excluant l'opinion et surtout la discussion démocratique. Cette approche relevant de la science et non de la politique ou de la morale rejoint les raisonnements faits à partir de la théorie de l'évolution développée par les *darwinistes*, selon laquelle les lois du marché et de la concurrence seraient des lois incontestables et «naturelles» car prouvées par une méthodologie rationnelle et scientifique.

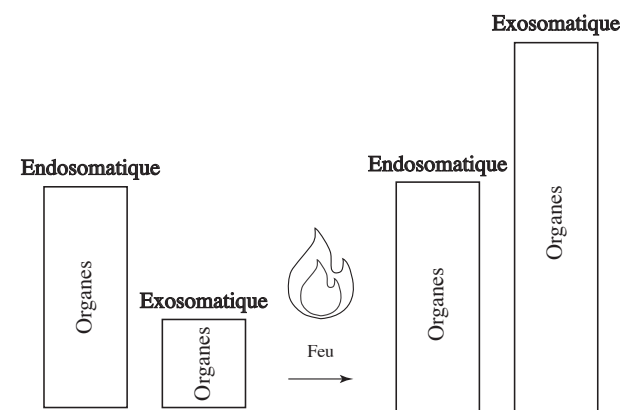


Fig.1

¹⁷ Bayon, Flipo, Schneider, *La décroissance: 10 questions pour comprendre et en débattre*, 96.

Ce sophisme scientifique est, par exemple, facilement remis en cause par Kropotkine dans son ouvrage *L'Entraide*. Où l'auteur vient proposer une vision alternative à la conception libérale de la théorie de l'évolution. Selon, laquelle la compétition serait le principal facteur d'évolution. Darwin, rappelons-le, développe une théorie sur l'évolution mettant en lumière l'adaptabilité des organismes vivants à leur environnement comme résultat du processus évolutif. Cette adaptabilité peut recouvrir différente nature, et la compétition est seulement l'une d'entre elle.

Kropotkine démontre, dans son ouvrage, que l'entraide est un principe évolutif tout aussi important, voire plus, que la compétition. Il oppose, à l'image d'une nature gouvernée par une lutte impitoyable, l'idée que la coopération et l'entraide jouent un rôle fondamental dans l'évolution des espèces, et pas seulement la compétitivité.¹⁸ Il offre un point de vue nouveau qui permet de remettre en cause une vision scientiste, considérée comme une vérité. C'est selon le même dogmatisme scientiste, que le « Développement » serait, comme les lois du marché et la loi du plus fort, un fait non un choix.

Le développement de notre civilisation, présenté par les institutions comme le « Développement Durable », est une conception occidentale (OCDE), imposée par leur système politique impérialiste au Global Sud*. Il est une même formule à appliquer partout permettant d'atteindre un idéal « moderne », occidental et uniforme. Comme nous l'avons

¹⁸ Kropotkine, *L'Entraide Un facteur de l'évolution*.

énoncé ci-dessus il repose sur la Croissance économique. Elle-même se base sur la prédation des ressources naturelles pour produire. Ainsi que la recherche constante de nouveaux besoins pour de nouveaux marchés de consommation, et a comme conséquence la dégradation de l'environnement. Ainsi le « Développement Durable » s'applique à convertir le monde entier au culte de la croissance. Afin d'uniformiser le monde sous le même culte et la même la culture économique. Le Global Nord dans une position de supériorité (économique et technique), peut alors projeter plus facilement son influence économique dans le Global Sud, et s'accaparer des marchés.

Ce processus de « Développement » économique s'auto-alimente par le « progrès technique » et l'innovation technologique. Ils permettent d'améliorer l'efficacité de la productivité et la rentabilité des facteurs de production tels que la main-d'œuvre, le capital et l'utilisation des ressources naturelles. Ils améliorent la compétitivité des entreprises et incitent donc aux investissements. La technologie est la garantie certaine de la création de nouveaux marchés et de nouveaux profits plus durables. Produire mieux, consommer mieux, pour plus de Croissance. (fig.2)

L'innovation technologique, permet donc d'optimiser l'efficacité des systèmes existants (énergétiques, industrielles, transports, constructions, ect.) et ainsi faire des économies en ressources naturelles ou en énergie. La politique écologique moderne repose sur ce facteur d'« efficacité » de la technologie. Néanmoins, depuis la révolution industrielle, l'amélioration de l'« efficacité productive ou énergétique » d'un produit ou d'un service, apportée par un « progrès

par elle-même.

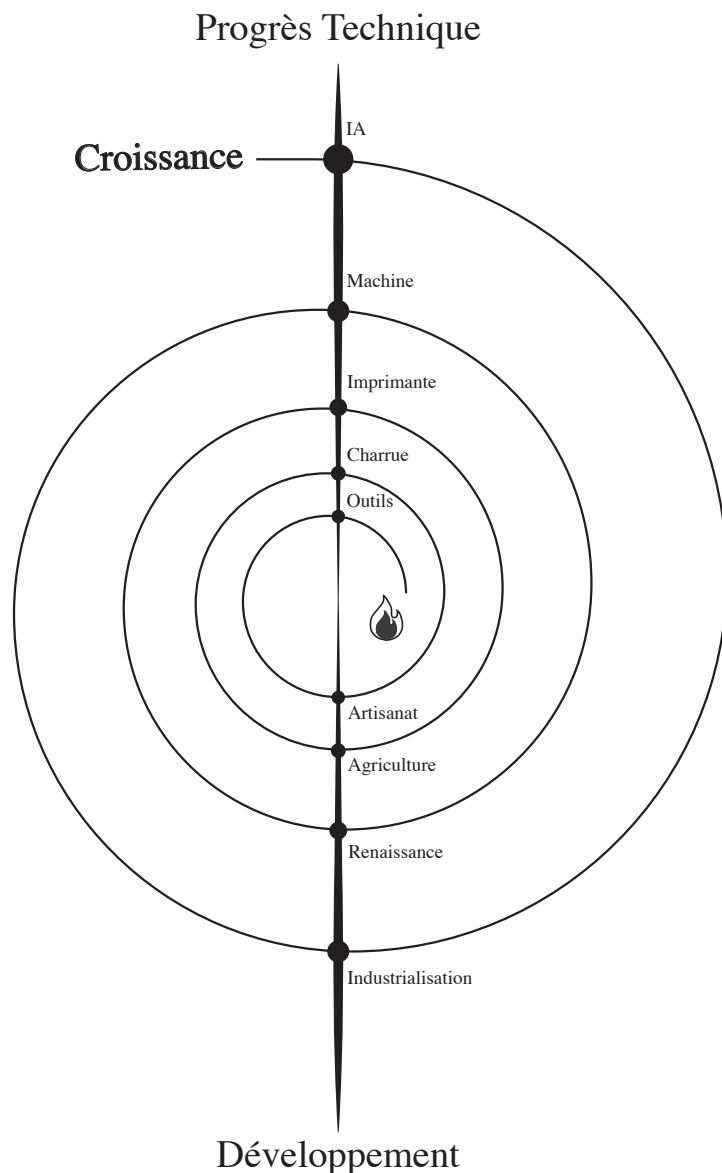


Fig.2

technique», s'accompagne toujours du «paradoxe de Jevons», l'Effet Rebond. C'est-à-dire, lorsqu'un changement technologique augmente l'«efficacité» avec laquelle une ressource est utilisée, le taux de consommation de cette ressource augmente.¹⁹ Car les économies réalisées sont utilisées pour consommer plus ; en ce sens, l'amélioration, ainsi dite le «progrès», devient une «contre-production»*.

Le «Développement Durable» dans sa recherche du «mieux» et structuré par une économie de Croissance, se lance dans une quête d'amélioration continue de la connaissance de la «nature», pour mieux la dominer. La théorie du «Développement Durable» assujettit l'amélioration universelle de nos conditions de vie à la science moderne et ses innovations technologiques.

Le «progrès» tel qu'il est promu devient un processus technologique qui s'auto-alimente et s'entretient. Le «progrès technique» crée les conditions de sa propre perpétuation. Il produit des situations nouvelles, des inconvénients, des désagréments et des dommages, surmontables seulement par un nouveau «progrès technique». Pour résoudre les conséquences de notre activité, spécialement en matière de dégâts infligés à l'environnement, nous promouvons les causes de ces problèmes comme les conditions de leur résolution. Ainsi, le «progrès» devient un état et un mythe.

Ainsi défait, le «progrès» apparaît comme une métaphore de la croissance économique continue. Une boucle infinie qui résout les problèmes d'une activité techno-industrielle, intensifiée et rationalisée, qu'elle crée elle-même

¹⁹ D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 211

Le Travail

Certains mots sont d'un usage si courant qu'on finit par les utiliser sans en interroger le sens ; « Travail » en est un exemple.

Karl Marx définit la notion de « Travail » comme une contribution de l'être humain pendant un temps déterminé. Une contribution qui se constitue en un échange entre l'être humain et son environnement, visant à réaliser un objectif. Cette contribution est à la fois physique et intellectuelle.

Selon cette définition, l'être humain travaille depuis toujours, mais depuis, le terme «travail» n'a cessé d'évoluer. Aujourd'hui, c'est un mot qui recouvre des réalités très différentes du passé. Que signifie le terme «Travail» ?

Cet énoncé se doit, d'interroger cette notion. D'une part, en raison de son importance qu'elle prend dans notre quotidien, et d'autre part, pour le prisme à travers lequel nous pouvons appréhender notre société.

Le mot «travail» en français, vient du latin *tripadum*, qui est un instrument de torture. Souffrance.

Le mot «work» en anglais, vient, du proto-germanique *wurkjanan*, qui renvoie à des éléments de création, (expert, be a creator). Création

Ces mots, dans deux langues différentes illustrent l'ambivalence et le double caractère exprimé par la notion de «Travail». D'une manière équivoque, les deux étymologies signifient un acte de distinction par rapport à une si-

tuation de relation, une implication, une manipulation de quelque chose par quelque chose, un acte de production. D'ailleurs, cette ambivalence se retrouve dans le sens premier de «travail». En effet, «travail» désignait les peines de l'accouchement. Dans ce sens, nous retrouvons cette ambivalence profonde, d'un acte à la fois de souffrance et l'acte créateur par excellence.

Simone Weil, dans son ouvrage *«Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale»*, écrit : « *C'est par le travail que la raison saisit le monde et s'empare de l'imagination folle.* » Elle aussi discerne ce double caractère du «Travail» humain, à la fois comme transformation du monde et comme domestication et maîtrise de soi.

Historiquement, le sens de «Travail» ne renvoie donc pas à des compétences, des qualifications particulières, ou encore un savoir-faire, comme il peut avoir le sens aujourd'hui. Dans le langage courant, jusqu'à l'avènement de l'ère industrielle, le terme «oeuvrer» était utilisé pour ainsi désigner la mise en oeuvre d'un savoir-faire ou d'une compétence. Par exemple, «ouvrier» vient de «oeuvrier», celui qui oeuvre, la main d'oeuvre, mobilisant savoir et compétences.

Cette double nature assumée par le « Travail », Marx l'identifie dans le «Capital», sous deux caractères : le «travail concret» et le «travail abstrait». *«Chaque travail dans le capitalisme est complètement abstrait et complètement concret, cela dépend seulement du point de vue duquel on le regarde.»*²⁰ Car chaque activité produit inévitablement quelque chose (matériel ou immatériel) et implique une dépense d'énergie humaine, quel que soit le lieu, les cir-

²⁰ Jappe, *Béton arme de construction massive du capitalisme*, 182.

constances ou l'époque.

Le «travail abstrait» est l'activité productive humaine dont le caractère utile est abstrait. Il est la dépense, de force humaine, dans le sens physiologique, l'énergie dépensée.²¹

Le «travail concret» est l'activité productive humaine dédiée à une tâche utile. Il est la dépense de force humaine, d'énergie, sous une forme productive déterminée par un but particulier.²²

L'énergie dépensée est difficilement mesurable de façon directe, c'est alors le temps (qui en lui-même ne peut rien créer) qui devient la mesure de cette énergie.

Le temps nécessaire (force humaine) détermine la valeur de la marchandise. Ce qu'on produit concrètement (travail concret) durant ce temps est une marchandise, porteuse d'une valeur d'usage. Elle fait référence à l'utilité d'une marchandise, à sa capacité à satisfaire des besoins, mais aussi aux travaux et aux prérequis (matières premières, instruments, etc.) nécessaires pour produire une marchandise. Cette marchandise, dans le capitalisme, est échangée sur le marché et assume donc une valeur d'échange. Elle indique, ce que l'on obtient sur le marché, en échange d'une marchandise. La valeur d'échange, dans la pratique est une autre marchandise (argent, or, etc.). Elle matérialise donc la valeur de la marchandise et devient son expression.

Le double caractère du travail est représenté dans la mar-

²¹ Marx, *Le Capital*, 59.

²² Marx, *Le Capital*, 61.

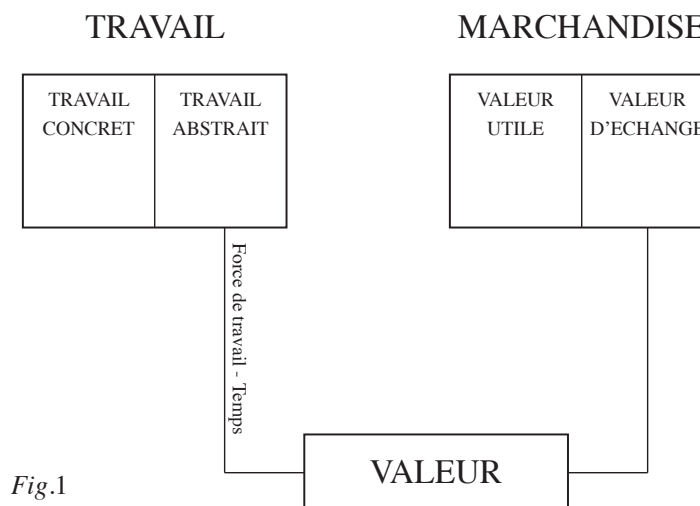


Fig.1

chandise, qui assume deux valeurs distinctes : une valeur d'usage et une valeur d'échange. La valeur d'une marchandise est faite par le temps de travail, c'est-à-dire la quantité de force de travail nécessaire pour la produire. Le «travail abstrait» fait la valeur d'une marchandise. Elle n'est donc pas inhérente aux marchandises en tant que telles, mais résulte de la façon dont la production est organisée et de la manière dont les marchandises sont échangées sur le marché. (Fig.1)

Marx écrivait à Engels : « *Les économistes distinguent deux facteurs de productions, le travail et le capital ; l'emploi et le salaire cernent la réalité du travail ; le capital conceptualise et légitime l'action des employeurs. Le marché apparaît alors comme le lieu où par excellence le jeu économique se développe, prospère et disparaît.* »²³

²³ Arte, *Travail, Salaire, Profit*, épisode 2, 53.08min.

Les moyens de production (terre, usines, ressources) appartiennent à des entités privées (propriétaires, capitalistes). Elles ont le pouvoir d'organiser la production. La production organisée selon la division du travail, a pour but de maximiser l'efficacité de la productivité. Le travailleur loue sa force de travail, qui est exploitée pour une tâche spécifique dans la chaîne de production, en échange d'une rémunération, le salaire. Le travail devient alors une marchandise, offerte sur le «marché du travail» pour répondre à une demande. Dans une société capitaliste, c'est par le «travail abstrait» que l'activité productive est réduite à un simple échange. Un échange d'une quantité de temps contre une quantité d'argent. (Fig.2)

Avec le capitalisme et le marché concurrentiel, la capacité des différents travaux et des marchandises à satisfaire des besoins et des désirs sociaux ne compte pas, face à celle de représenter le plus de valeur possible ²⁴. Les capitalistes, dans un objectif d'enrichissement, par le capital, doivent faire un profit sur cette valeur. Le travailleur, salarié, est donc moins rémunéré que la valeur de la marchandise, alors qu'il fournit l'énergie, mesurée en temps, qui en fait sa valeur. (Fig.3)

Les salariés se trouvent pris dans le processus de production et deviennent les sujets de la division du travail. Ces derniers doivent louer leur force de travail aux employeurs. Les moyens de production privatisés et les machines outils d'une technologie si complexe sont les agents de l'assujettissement des travailleurs. Ils ne contrôlent pas ce qu'ils

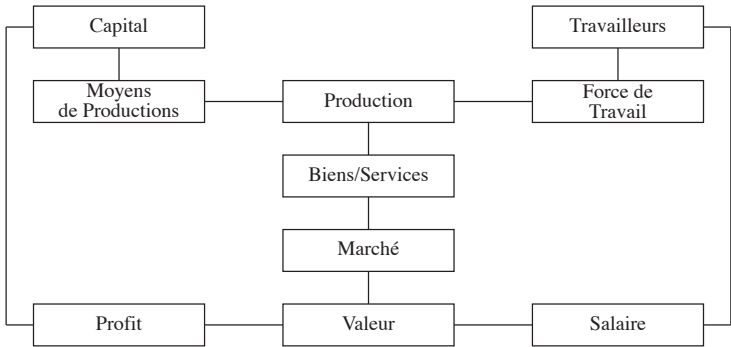


Fig.2

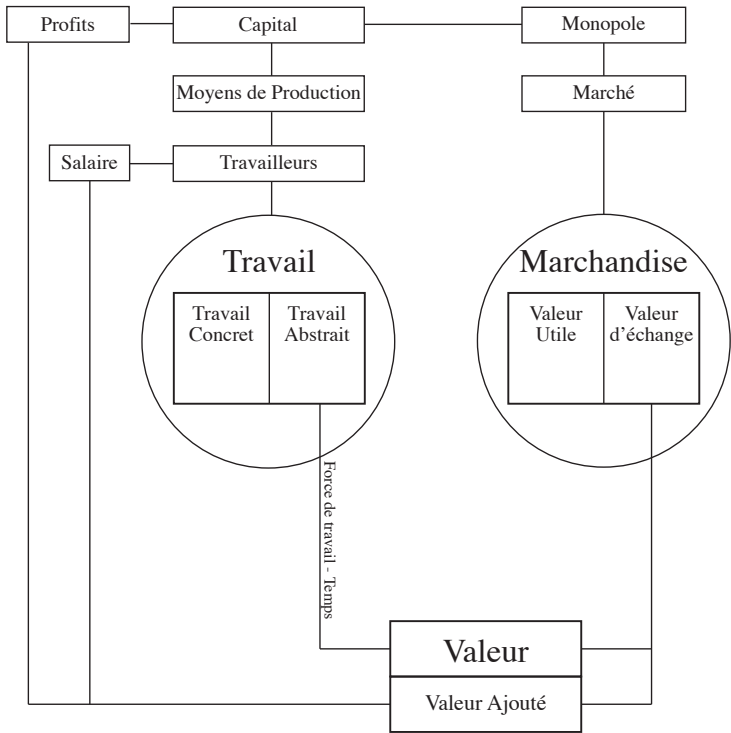


Fig.3

24 Jappe, *Béton arme de construction massive du capitalisme*, 182.

créent; c'est ce qu'ils créent qui les conditionne. Le sujet (la personne) se perd dans son objet qui devient une expression de son humanité; l'objet devient supérieur au sujet. Ainsi déshumanisés, ils s'observent en dehors d'eux-mêmes, aliénés et asservis.

Le «marché du travail», qui est une fiction théorique, puisqu'un marché suppose la liberté de réponse à l'offre et à la demande. Or, dans une société capitaliste, les moyens de production des biens substantiels sont privatisés, donc les travailleurs privés de moyens de subsistance n'ont pas le choix de répondre à la demande afin de trouver un emploi et subvenir à leurs besoins.

Le salaire substantiel remplace ainsi le travail de subsistance; il assure les besoins fondamentaux des travailleurs, il assure leur survie afin qu'ils puissent revenir le lendemain; il assure les frais des formations pour qu'ils suivent les exigences du «progrès technique»; il assure leur retraite quand ils s'arrêtent de travailler et assure la formation de ceux (enfants) qui seront appelés à les remplacer. Le salaire est, pour les employeurs, la protection de la force de travail. Pour le salarié, c'est la précarité et son asservissement.

Le contrôle et la possession, des moyens de production, des investissements; et les lois du marché basées sur la concurrence et la compétitivité permettent le monopole, des différents secteurs d'activités du marché par les grands capitaux. Ce monopole permet le contrôle de l'offre et de la demande sur le marché globalisé et mondialisé, ainsi que sur le marché du travail et donc dans le même temps

des salaires et des prix. La mondialisation permet l'extension globale de la concurrence du marché du travail et ainsi augmente l'armée de réserve des travailleurs. L'armée de réserve est un levier de contrôle des salaires et donc des travailleurs.

Ainsi défait, le travail apparaît dénaturé dans le capitalisme. Au lieu de libérer l'humain, de le réaliser et de le lier à son environnement, le travail dénoué de sens (à part celui de représenter de l'argent) devient aliénant et oppressant. Son organisation par les capitalistes transforme le travail en un facteur social central de nos sociétés. Les valeurs des rapports entre les personnes et entre celles-ci et leur environnement prennent la forme d'échanges et de transactions marchandes.²⁵ Les relations sociales disparaissent pour se transformer et devenir des relations d'échanges monétaires.²⁶ Le travail devenu abstrait crée la valeur; il devient une marchandise.

25 D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 259.

26 D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 260

Pour conclure, ce chapitre amène, de nouveaux à questionner l'ensemble de notre société et de notre mode de vie. Nous l'avons vu, ils se fabriquent dans et pour la recherche constante d'une croissance économique.

Défaire la croissance, le progrès et le travail, revient à défaire une éducation, à remettre en cause un savoir et une culture inculqués tout au long de notre existence. C'est un grand récit, qui s'effondre, un imaginaire qui s'effasse, pour laisser place à un vide à remplir.

Pourtant, ce chapitre n'est qu'un aperçu succinct de la complexité de notre organisation économique et sociale. Le néo-libéralisme, n'a pas été détaillé. Ainsi que ses effets sur le travail, la marchandisation et les sociétés. Mais, il faut imaginer qu'ils sont empliés et décuplés: dominations, immoralités, destructions, polarisations, exploitations, inégalités mais profits.

Ce qui est important de comprendre et de retenir de ce chapitre, c'est le fonctionnement infini et expansif de la croissance économique et dans quelle imagination elle s'enracine. Car sur quoi se base, les différents systèmes économiques. Le néo-libéralisme n'est qu'un moyen, plus rationnel et libéral, pour parvenir à croître. Il est donc important de décoloniser cette imagination du «toujours plus», si nous nous voulons opérer un changement, une amélioration et un progrès. Il est nécessaire de se détourner de la croyance du progrès infini. Car nous vivons sur une planète, un monde limité et fini.

Refaire

Refaire c'est réparer, raccommoder, recommencer, redonner, faire ce qui à été fait, reconstituer ce qui à été défait ou ce qui s'est défait. *Littré*

Le capitalisme et sa culture économique de croissance ont tout absorbé. L'organisation économique a étendu la marchandisation sur l'ensemble du monde. *«Toute la terre habitable a été reconnue, relevée, planifiée et distribuée entre les nations. L'ère des terrains vagues, des territoires qui ne sont à personne est close. Le temps du monde fini commence.»*¹ En effet, le monde privatisé s'impose; ce qui n'appartient à personne ou qui appartient à tous par choix collectif est transformé en marchandises pour être vendu, exploité et devenir profits. Avec les Lumières et la rationalité, nous avons acquis la liberté de faire de la nature une matière que l'on peut privatiser et s'approprier. Le néolibéralisme fait de notre activité, le travail humain, les fers de notre calvaire. Avec l'humanité, il enchaîne notre environnement pour servir le seul et unique motif de sa condition, le profit.

Fabuler d'un autre monde que le nôtre n'a aucun sens. Pourtant, le nôtre, comme nous l'avons vu précédemment, est basé sur des fabulations. Défaire cet imaginaire a été la deuxième étape de ce travail. Mais il reste beaucoup à explorer pour décoloniser complètement l'imaginaire dans lequel nous construisons notre rapport au monde et aux autres.

«Refaire» s'essaie de redonner voix à des alternatives déjà rêvées, pensées et révélées. Dans ce contexte de crise environnementale et sociale, il est nécessaire de «refaire»; écrire ce qui a déjà été écrit pour refaire un imaginaire. La Décroissance nous invite dans un nouvel imaginaire et

nous donne les outils pour repenser notre monde. C'est une galaxie qui propose une matrice d'alternatives pour faire sécession avec un monde désenchanté et trouver une autonomie libératrice.

¹ Tesson, *Petit traité sur l'immensité du monde*, 52.

La Décroissance

La Décroissance est, lorsqu'on a en hantise la Croissance et de ses conséquences, un mot merveilleux, dont il semble pouvoir s'échapper une solution théorique, une substitution au système dominé par le culte de la Croissance. Cependant, il n'en est rien. En effet, il n'est pas question d'un dogme remplaçant un autre. La réalité en est autrement plus ambiguë. La croissance est une religion, «une croyance dans le progrès infini et dans l'évidence que l'accumulation sans limites est possible et souhaitable».² La Décroissance, c'est « décroire », c'est-à-dire ne plus croire en l'idéologie du « toujours plus ». C'est donc croire en une société dépossédée du culte de la croissance économique à tout prix. Le mot décroissance devient un slogan blasphématoire d'une croyance, le slogan d'un projet sociétal qui implique de sortir de l'économie comme réalité et comme discours impérialiste.³ Une bannière de ralliement sous laquelle se dressent les opposants à la société de consommation écologiquement et socialement insoutenable, un apostrophe à une civilisation «d'abondance frugale» ; une rupture face à la pensée unique promue par le «Développement durable» ; une opposition au capitalisme.

La Décroissance s'agit principalement, en plus d'une lourde critique de l'économie de croissance, d'alternatives afin de réduire la production et la consommation pour alléger l'empreinte écologique ; renforcer la démocratie et la souveraineté populaire dans un objectif d'égalité et de justice sociale.⁴ L'objectif colossal de ce courant de pensée

² Latouche, *La Décroissance*, 4.

³ Latouche, *La Décroissance*, 8.

⁴ Schuler, *Reconstruire des sociétés conviviales*, 10.

est de composer une nouvelle ère. La réflexion est radicale et totale, politique, sociale et économique. Vivre autrement pour mieux vivre .

La conception de cet «autrement» implique une rupture avec la société de croissance. Serge Latouche dépeint la Décroissance comme une attaque, une révolution contre les pouvoirs économiques et politiques. Toutefois, elle ne peut se former en un unique projet politique, ou en une stratégie de prise de pouvoir. L'utopie de la Décroissance rouvre, au contraire, l'espace de la diversité culturelle fermé par l'universalisme moderne. Le changement ne peut être seulement politique, il doit prendre la forme d'une révolution culturelle.

Cette approche fondamentale, permettrait la fondation nouvelle de la politique et de la façon de concevoir, de produire, de répartir et de consommer la richesse.⁵ C'est en constituant les moyens de la rupture que la Décroissance parviendra à ses fins. S. Latouche identifie huit initiatives à mener afin d'enclencher une dynamique de scission avec la logique productiviste et consumériste et ainsi initier un changement « *vers une société autonome de sobriété sereine, conviviale* et soutenable* ».⁶ Le cercle des 8R, avancé par l'auteur : Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Relocaliser, Redistribuer, Réduire, Réutiliser, Recycler ; est un horizon d'alternative, qui s'érige en mouvement séditieux et révolutionnaire, pour parvenir à la transition d'une société, célébrant l'arrogance des humains, en une société célébrant l'environnement dont il émerge.(fig 1)

Cet horizon prometteur nécessite de réévaluer les valeurs

⁵ Latouche, *La Décroissance*, 63.

⁶ Latouche, *La Décroissance*, 51.

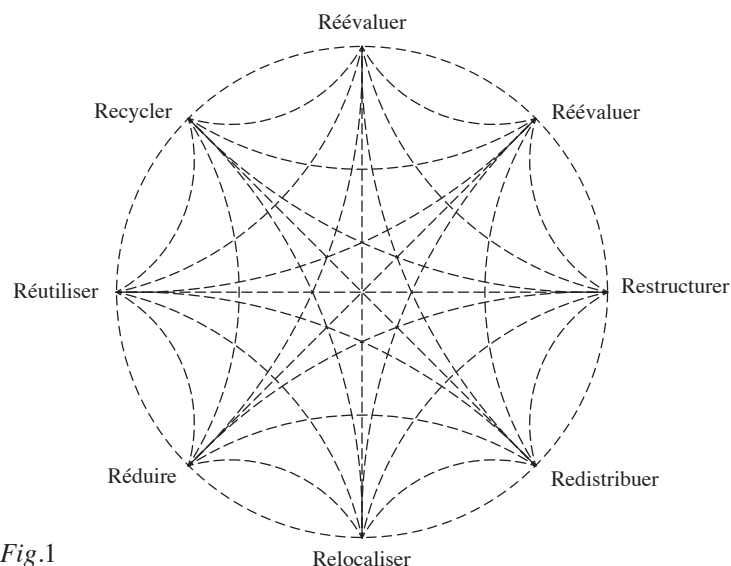


Fig.1

sur lesquelles reposent nos modes de vie. Remplacer l'hétéronomie provoquée par le dogmatisme de la transcendance du courant culturaliste de la croissance par des valeurs permettant de modifier notre rapport aux autres et au monde. «Il faudrait introduire dans la société un peu plus d'altruisme, un peu plus de coopération, (...) se comporter en bon jardinier plutôt qu'en prédateur».⁷

Cette réévaluation, nous amène à reconceptualiser, à remettre en question les concepts philosophiques, avec lesquels nous appréhendons notre environnement et notre réalité. «Considérer que la richesse ne se réduit pas seulement à l'argent»⁸ et «remettre en question le couple infernal fondateur de l'économicisation du monde, la ra-

⁷ Latouche, *La Décroissance*, 52.

⁸ Latouche, *La Décroissance*, 52.

reté et l'abondance».⁹ Le cercle des "R" propose de revaloriser le bonheur relationnel, au détriment du bonheur matériel. Il invite à changer nos concepts de valeurs afin de transformer nos désirs et nos motivations. La quête des biens relationnels supplante la quête des biens matériels et positionnels. Les structures de productions en seront par conséquent restructurées, et avec elles, nos moyens de productions mais aussi ce que l'on produit et les rapports de productions entre les travailleurs. S'ils changent, cela se répercute sur la distribution : «Redistribuer, c'est redistribuer les droits de tirage sur les ressources naturelles».¹⁰

Ces nombreux changements doivent s'accompagner d'une reterritorialisation; relocaliser notre attention sur ce qui nous est proche, notre environnement direct et nous-mêmes. «Relocation signifie en effet, dans l'immédiat, démondialiser, (...) réparer les dégâts de la déterritorialisation massive des activités économiques et du casino de la finance»¹¹. En d'autres mots, se réenraciner culturellement, socialement et politiquement pour redonner du sens à la dignité humaine. Simon Weil, bien avant le courant de la Décroissance, appelait déjà à rétablir une harmonie entre les individus et leur environnement pour échapper à l'aliénation de la société moderne. «Relocaliser est une nécessité sur le plan économique mais plus encore une hygiène mentale, intellectuelle et spirituelle.» Il s'agit : «de retrouver le sens local et de la juste mesure, conditions de la nécessaire réduction de l'empreinte écologique.»¹²

⁹ Latouche, *La Décroissance*, 53.

¹⁰ Latouche, *La Décroissance*, 54.

¹¹ Latouche, *La Décroissance*, 54.

¹² Latouche, *La Décroissance*, 55.

Réduire, voilà l'objectif fondamental de la Décroissance. Réduire évidemment notre surproduction, notre surconsommation et notre gaspillage. Réduire, c'est réutiliser, et réutiliser, c'est recycler. La Décroissance offre un bouleversement sociétal et existentiel, c'est un véritable changement anthropologique, une nouvelle appréhension cosmologique.

L'Autonomie

L'autonomie c'est notre capacité à nous donner à nous même nos lois et règles, en toute indépendance et en toute conscience. *Décroissance: vocabulaire pour une nouvelle ère*

Nous avons tendance, généralement, à cacher, minimiser ou dévaluer les soins et les services que nous apportent d'autres personnes. Afin de présenter une image autonome et indépendante de nous-mêmes. L'autonomie, telle qu'elle est entendue dans ce travail, ne consiste pas à célébrer l'idée d'un « être humain indépendant ». Elle ne signifie pas la séparation vis-à-vis des autres. Au contraire, l'autonomie s'oppose à la fermeture à l'Autre (non-sujet) ou à la peur de l'Autre. L'Autre ou les Autres ne sont pas perçus comme des limites ou des obstacles externes, mais plutôt comme des éléments constitutifs du sujet (dans le sujet, comme le sujet, il y a le non-sujet). L'autonomie ne peut être envisagée que comme un projet collectif.

Le capitalisme et la société de consommation produisent une population consentante, qui délègue en acceptant les décisions prises par les autres. C'est ce qu'on appelle la servitude volontaire. Cela s'explique, par le fait, que la liberté et la subjectivité individuelle, entrent en conflit avec le confort matériel offert par la technologie moderne et la société de consommation. En effet, il est difficile de décider quels biens matériels, sommes-nous prêts à sacrifier, si notre liberté est menacée. Et, il est aussi difficile de décider, de quels changements sur notre vie, sommes-nous prêts à accepter, pour garder notre autonomie.¹³ Cette réflexion illustre le dualisme sur lequel repose ce conflit de choix. C'est pour cela que la société moderne, en favorisant l'addiction aux biens et au confort, compromet l'autonomie individuelle et restreint la capacité à prendre

13 D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 122.

des décisions. Nous sommes prisonniers de notre confort, de notre «coquille-outil».

Ivan Illich a introduit le concept de «monopole radical». Il indique une situation où un processus de production industriel exerce un contrôle exclusif sur la satisfaction d'un besoin. Ce monopole, exclut toute possibilité de recourir à des activités non industrielles. Les solutions et productions individuelles sont donc remplacées par des produits industriels standardisés, entraînant une dépendance obligatoire au marché.¹⁴ Le «monopole radical», grâce à sa domination, devient un contrôle social. Il a pour conséquence de limiter la capacité d'organisation autonome et d'autodétermination des individus. Il conduit à la perte progressive des compétences pratiques et des savoir-faire, car ils ne peuvent plus être exercés en dehors du marché. La possibilité d'agir et de créer est donc réduite et dictée par le marché.

La diminution progressive de la capacité à prendre des décisions autonomes face à des problèmes concrets peut s'expliquer en soulignant que le «progrès scientifique et technologique» a dispensé l'être humain moderne de résoudre de nombreux problèmes par lui-même. C'est l'outillage industriel qui assure désormais les tâches les plus vitales à sa survie et les plus simples aussi, d'ailleurs. Le monde moderne lui offre un éventail immensément vaste de choix. Ainsi, il se retrouve dans une situation paradoxale : il a moins besoin d'autonomie pour assurer sa survie, mais il a davantage besoin de cette autonomie afin d'éviter que d'autres prennent ses décisions à sa place.

14 Illich, *Convivialité*, 84.

L'évolution technologique diminue donc la nécessité de prendre des décisions cruciales, ce qui, par conséquent affaiblit la capacité de choix personnelle.

L'autonomie, entendue dans ce travail comme principe d'émancipation, porte à émettre une critique sur l'organisation des activités humaines en professions certifiées, dotées d'habilitation. Selon Illich, l'avis des experts, professionnels, est érigé en avis « scientifique ». Leurs expertises sont élevées en pouvoir quasi religieux. La profession libérale est transformée en profession dominante. Les professionnels, loin de faire remonter le point de vue du peuple aux gouvernants, forment une caste à part. Ils sont investis du « droit de prescrire ce qui est bon pour le corps social, de la naissance à la mort ».¹⁵

« A présent, c'est la profession ou le gouvernement qui adresse le blâme si vous vous soustrayez au bien qu'ont décidé de vous faire l'avocat, l'éducateur, le chirurgien ou le psychiatre. Sous prétexte de satisfaire les besoins de façon meilleur et plus équitable, le professionnel des services s'est mué en philanthrope militant. Le diététicien prescrit la « bonne » bouillie pour le bébé, le psychiatre vous donne le « bon » antidépresseur et l'instituteur désormais investi des pouvoirs plus vastes de l'éducateur agit pour « votre bien » ».¹⁶

C'est sur ce système de professions, qui possède le pouvoir de désigner des problèmes, de les retranscrire dans un lexique professionnel et du pouvoir de les résoudre, que

¹⁵ Pruvost, *Quotidien Politique*, 70.

¹⁶ Illich, *Le Chômeur créateur*, 56.

repose le « monopole radical ».

En effet, les professionnels peuvent créer de nouveaux besoins, dont ils s'octroient le droit exclusif de gestion. Les professions légalement désignées créent une scission entre professionnels spécialisés et non-professionnels spécialisés, ce qui engendre une équivalence entre non-professionnel et incompetence.¹⁷

L'inscription des professions, dans un régime capitaliste monétarisé alimente une chaîne de services marchands et participe à l'augmentation de la croissance économique. Car les services dispensés par les experts sont insérés dans une chaîne de production. Nécessitant le recours, souvent, à d'autres experts, à des services industriels extrêmement dispendieux - en toute sorte de ressources - énergies, transports, ressources premières et tertiaires, santé, outillage. Et enfin à la consommation de marchandises, certifiées, normées et chères.

La marchandisation généralisée des services professionnels relègue les savoirs et les services non rémunérés au rang d'activité secondaire et méprisable, puisqu'elle ne génère pas de profit. De plus, la marchandisation anonyme des experts opère une uniformisation des gestes et des savoirs professionnels, les rendant abstraits et « universalisables ». Ce principe menace la diversité des coutumes et des pratiques.

Lorsque, au nom du « Développement », un État légalise et habilite l'expertise professionnelle, ou encore lorsque

¹⁷ Pruvost, *Quotidien Politique*, 72.

de nouvelles technologies complexes et non conviviales* s'imposent dans les rapports sociaux (destruction créative), il se crée de nouveaux besoins et dans le même temps, détruit des pratiques et des savoirs-faire traditionnels, devenus illégaux, puis oubliés et remplacés par la société de consommation de masse. La destruction de ces mêmes pratiques et savoirs provoque à leur tour de nouveaux besoins. Ainsi, les professionnels et leurs monopoles prospèrent. La prescription professionnelle, appuyée d'une surveillance importante de la part des États (normes et lois), devient obligatoire. Les peuples sont ainsi déposés de la possibilité de trouver des solutions locales et individuelles à leurs problèmes quotidiens. *«Le pouvoir qu'ont les professions d'étalonner ce qui est bon, juste, légitimement faisable, fausse chez M. Tout-le-Monde la faculté de vivre à sa mesure»*.¹⁸ Illich va encore plus loin, puisqu'il place les professionnels en position de disciplinarisation du peuple et de conquête du pouvoir des États.¹⁹ Cette dépossession de l'autonomie collective serait produite dans un objectif de développement économique mais aussi de contrôle de la population. La capacité imaginative de « Vivre et faire autrement » devient difficile, voire impossible, l'imaginaire se réduit.

L'autonomie est une opposition au système des professions et au « monopole radical » qui a pour vocation de *«détacher les êtres humains de leur milieu et de leur substituer un environnement d'objets préfabriqués»*.²⁰ Selon Cornelius Castoriadis, l'autonomie n'est pas un état atteint une

fois pour toutes. Elle est un processus de remplacement d'imaginaire par un autre. Elle est la négation, la rupture avec l'hétéronomie et l'aliénation, dont l'essentielle serait la domination d'un imaginaire qui s'est donné la fonction de définir le sujet, la réalité et son désir.

« Le Je de l'autonomie n'est pas Soi absolu (...); il est l'instance active et lucide qui réorganise constamment les contenus en s'aidant de ces mêmes contenus, qui produit avec un matériel et en fonction de besoins et d'idées eux-mêmes mixtes de ce qu'elle a trouvé déjà là et de ce qu'elle a produit elle-même ».²¹

L'autonomie, finalement, est le processus «de devenir» un sujet qui n'arrête pas son mouvement de reprise de ce qu'il sait, de ce qu'il a acquis et du discours de l'Autre. Un sujet qui développe la capacité de dévoiler ses fantasmes comme des constructions imaginaires et qui ne se laisse pas finalement dominé par eux. L'autonomie, c'est refaire, reconstruire un imaginaire.

18 Illich, *Le Chômeur créateur*, 79.

19 Pruvost, *Quotidien Politique*, 74.

20 Pruvost, *Quotidien Politique*, 76.

21 Caumière, *Autonomie et aliénation*, 17.

La Sécession

La sécession c'est rompre, se séparé, le refus d'obéir au autorité établies, se séparer d'un, d'une collectivité. C'est un acte par lequel une partie de la population se sépare volontairement, par voie pacifique ou violente. *Littré*

Certains révolutionnaires, pensent l'émancipation comme un détachement, une rupture de tous liens.²² Ils pensent atteindre la liberté en coupant tous les liens qui nous attachent au monde. Ce type d'émancipation est en fait une délégation à d'autres, de la production de notre environnement quotidien.

Mais, certains liens doivent être coupés pour en renforcer d'autres et en nouer de nouveaux. Dans cette étape de ce travail, il est question de trancher, rompre et refuser l'asservissement, pour s'émanciper du capitalisme. Se séparer et «renouer avec les liens qui fondent notre présence sur Terre».²³ Se délivrer du «naturalisme», du dualisme radical entre «nature» et «culture» pour retrouver une forme de réciprocité avec notre environnement.

La Décroissance est un appel à la rupture, il me semble important d'insister, refaire surgir la sécession comme forme de construction de l'autonomie. Un effort, nécessaire pour avancer vers une société de la sobriété frugale et de la simplicité heureuse. Faire sécession, c'est le refus. Le refus du pillage de l'environnement qui nous sert. Et de refaire, de tisser des liens plus denses avec les autres espèces qui nous entourent. Il n'est toujours pas question de «refaire» pour romantiser le vernaculaire* ou la tradition, mais bien, de reconstruire une nouvelle forme de modernité.

Il est difficile de contester l'attrait de certains aspects de la société industrielle, pour ceux qui en ont les moyens, elle promet, marchandises à profusion, capacité à parcourir le monde en tous sens et un environnement soumis à tous

22 Bonnani, *Que Défaire ?*, 37.

23 Bonnani, *Que Défaire ?*, 38.

les désirs. Il est aussi difficile de ne pas reconnaître que la grande majorité de nos besoins sont ceux fabriqués par le monde capitaliste.²⁴

Pour y répondre, nous sommes pris dans la division du travail et dans la consommation dirigée. Déraciner à notre environnement, oublié pour être remplacé par un environnement du savoir scientifique et technologique:

« *La déterritorialisation des métiers a permis à l'industrialisation de s'étendre en créant une expertise valable en tous lieux* ».²⁵

La société de consommation nous vend un rêve formaté pour lequel nous avons délaissé nos moyens de subsistance au profit d'un confort fait de besoins superficiels. Nous avons abandonné la production de notre existence.

Pour avancer vers une société de la sobriété, autonome, conviviale* et valorisant l'égalité, la justice sociale et notre environnement. Nous nous devons de penser les moyens d'action nécessaires afin de retrouver un équilibre, entre les entités du monde vivant. Il est nécessaire d'adopter le refus. Il est essentiel, ne pas séparer la fin et les moyens. C'est-à-dire, accepter que les moyens employés soient cohérent avec le but recherché. La lutte doit alors passer par la sécession et la rupture pour le changement d'une société destructive et aliénante vers une société égalitaire et écologique. Car si nous ne sortons pas de la domination et de la dépendance substantielle du sys-

24 Bonnani, *Que Défaire ?*, 42.

25 Pruvost, *Quotidien Politique*, 91.

tème économique, nous courons le risque d'agrandir sa sphère d'influence et d'incorporer simplement la lutte au sein même du grand marché mondialisé. C'est se que l'on nomme la récupération.

L'anarchisme et l'écoféminisme, par exemple, refuse d'évacuer la question de la vie quotidienne, et insiste sur la désertion des structures d'exploitation et de domination. Mais aussi, sur la sobriété, l'autogestion et l'action directe. La diversité philosophique anarchiste et écoféminisme offre des idéaux adaptés aux enjeux actuels auxquels notre civilisation est confrontée.

Faire sécession implique, le refus du travail. Cela signifie sortir de la domination salariale. Mais aussi, provoquer l'explosion de l'organisation de la production des biens de consommation. Refuser le travail pour, comme le suggérait Marcel Duchamp, « *s'arrêter sur le non-mouvement, sur la démobilisation et déployer et expérimenter tout ce que l'action paresseuse crée comme possibles pour opérer une reconversion de la subjectivité, en inventant des nouvelles techniques d'existence et des nouvelles manières d'habiter le temps.* »²⁶ Refuser pour repenser les moyens de production de notre quotidien. Pour cela la négation du travail implique aussi de refuser le repli individuel ou de se recroqueviller dans la sphère privée. Car, comme l'avance l'anarchisme, la liberté est nécessairement sociale et collective.²⁷ Le temps ainsi dégagé par le rejet du travail, permet, ensemble, de concevoir de nouvelles structures collectives, qui consentiront à faire jouer ensemble

26 Lazzarato, *Marcel Duchamps et le refus du travail*, 2.

27 Bonnani, *Que Défaire ?*, 77.

les volontés individuelles, sans les opposer. Construire de nouvelles formes de structures sociales. Se libérées du salariat, pour agir ensemble, discuter, s'organiser et gérer en commun les questions qui concernent tout le monde. Le refus du salariat nécessite d'ailleurs, le refus de la posture de consommateur. L'adoption de cette posture s'établit sur le principe de la modération. Elle admet de réduire l'étendue de nos besoins, afin de s'ouvrir à une autre forme de richesse et d'abondance.²⁸ Cette forme d'abondance, se nomme la simplicité heureuse ou la sobriété heureuse. En plus de réduire la pression exercée sur les écosystèmes. Elle concède, en contrepartie de la limitation du niveau de vie, du temps pour se consacrer à d'autres activités vitales et surtout penser pour choisir son mode de vie. Au lieu de consommer, il est possible de participer à des préoccupations et des tâches communes.

Yvan Illich note, que les humains sont devenus les outils de leurs outils. Aujourd'hui, cette attestation est reconnue et embrassée, puisque nous voyons naître le développement de « *l'homme augmenté, une fusion entre les sphères physique, numérique et biologique.* »²⁹ Rappelons qu'Ivan Illich déjà en 1973, appelait à refuser les forces aveugles de la technologie*, en avançant que l'entreprise moderne de substituer la machine à l'homme avait échoué pour donner lieu à « *un implacable procès d'asservissement du producteur et d'intoxication du consommateur.* »³⁰ Refuser l'asservissement à la machine c'est considérer la « technologie », l'« innovation » et le « progrès technique » sous

28 Pruvost, *Quotidien Politique*, 206.

29 Kempf, *Que crève le capitalisme*, 46-47.

30 Illich, *Convivialité*, 26

l'égide du développement de la liberté, de l'autonomie et de la créativité.³¹ Faire sécession avec l'outillage industriel pour se diriger vers les *outils conviviaux** afin de retrouver le pouvoir de contrôler l'utilisation des ressources et la satisfaction de nos propres besoins. Dans une perspective de sécession, telle que ce travail la présente, le travail salarial laisserait donc sa place au travail substantiel. Une activité qui passe par le travail des mains et de l'esprit, par une relation que l'on construit charnellement et quotidiennement avec son environnement, naturel et social.

La possibilité d'instaurer une société nouvelle et choisir la voie de la sécession dépend de la reconnaissance du caractère destructeur de l'impérialisme politique, économique et technique. Ce travail tente de refaire et reprendre connaissance, qu'il existe des moyens pour sortir de l'universalisme et de l'uniformité modernes. Nous pouvons refaire nos sociétés mais pour cela nous devons nous extraire de la domination des règles dictées par la finance, le marché et la technoscience. Paul Lafarge à : « *Travaillez, toujours travaillez pour créer votre bien-être* » opposait et proclamait le droit à la paresse et le retour du prolétariat à ses instincts « naturels ».³² Ce travail réitère cet appel: Refusez, refusez de toujours travailler, de toujours consommer et de toujours délégué, pour créer votre autonomie et votre bien-être. Refuser, car le refus oblige à produire nos propres moyens d'existence, qu'ils soient immatériels ou spirituels, il oblige à se tourner vers le autres et à retrouver notre autonomie.

31 Schuler, *Reconstruire des sociétés conviviales*, 27.

32 Lafarge, *Le droit à la paresse*, 28.

Dans ce dernier chapitre, nous refaisons surgir la Décroissance, des livres et avec la nécessité de construire une autre culture, au sens le plus profond du terme. Une culture qui implique la création d'un autre mode de vie, d'autres besoins, d'autres orientations de la vie humaine. Peut-être même, une autre cosmologie. La Décroissance nous invite à construire cette nouvelle culture par un nouvel imaginaire basé sur la simplicité, le partage, l'entraide, la sobriété et le respect de l'environnement.

La difficulté d'opérer cette révolution sociétale et culturelle se cristallise dans la dépendance au système technico-productif. C'est pour cela qu'une partie de ce travail s'attache à présenter l'autonomie comme un principe d'émancipation par rapport à la société de consommation. Cette autonomie implique nécessairement solidarité et entraide afin de concevoir un projet collectif, tourné vers l'autogestion, l'auto-gouvernance et l'auto-institution. L'anarchisme et l'éco-féminisme s'inscrivent dans cette conception de société autonome. Ils offrent des projets de diverses sociétés ou communautés, organisés à des échelles mesurées permettant une démocratie directe et un contact direct avec les circuits de production. Des projets où l'autonomie substantielle constitue la base matérielle de reproduction de la vie et le cœur de ce qui doit faire politique. Pour accéder à cette autonomie substantielle et émancipatrice, nous avons approché le principe de la sécession. La rupture matérielle et intellectuelle avec le travail et la société de consommation. Un refus qui nous pousse vers les autres et vers la terre afin de prendre le temps, ensemble, de produire notre subsistance et notre existence.

Conclusion

Dans ce travail, nous avons tenté de rendre compte de l'implication totale du mode de vie capitaliste sur presque tout ce qui existe. Nous avons fait apparaître, en défaisant la croissance, le progrès et le travail, la visée capitaliste : l'expansion illimitée de la maîtrise rationnelle. Nous avons aussi pu constater que cette ambition est entretenue par une organisation économique et sociale basée sur la croissance économique et le travail abstrait. Une recherche illimitée de profit et de revenu, afin d'atteindre un certain progrès matériel et existentiel. C'est sous ces conditions qu'un imaginaire se crée et c'est sous sa domination que la société s'institue. Elle prend alors une forme sociale polarisée et une structure techno-libérale ravageuse. Ainsi, notre mode de vie quotidien, consciemment ou inconsciemment, contribue toujours plus à renforcer cette domination et avec elle la soumission de notre existence.

L'architecture, l'urbanisme et le paysagisme sont des professions, elles-mêmes inscrites dans la division rationnelle de la chaîne de production du bâti. Elles n'échappent pas à cette domination. Pire encore, comme nous l'avons énoncé en avant-propos, elles se rendent complices et participent grandement à son extension.

Les disciplines architecturales pensent et dessinent pour concevoir les espaces, d'habitats, de travail, de vie et de la majorité des activités humaines. Cependant, elles sont entièrement dépendantes de la façon dont la société est instituée. En effet, elles sont sous la dépendance des besoins de la population, des outils, de l'énergie, du marché, des

normes, des matières premières et des systèmes professionnels. C'est en raison de ces conditions que l'architecture et ses professions consœurs ne peuvent changer et se renouveler seulement si la société telle qu'elle est instituée change et se renouvelle. Et les disciplines architecturales, comme la société, doivent nécessairement se renouveler, considérant leurs responsabilités quant aux enjeux de la crise actuelle.

Néanmoins, de par leur rôle, qui s'applique à concevoir, d'une part, un besoin substantiel, celui de s'abriter, et d'autre part, à imaginer les différents espaces de notre activité. Elles peuvent contribuer, à instiguer un changement dans notre mode de vie et notre quotidien. Ainsi, c'est dans cette situation d'interdépendance que notre réflexion peut prendre forme.

La réflexion architecturale, dans cette position d'interdépendance avec l'ensemble de la société et dans sa quête de renouvellement, se doit, et c'est l'opinion que je défendrais, de servir une nouvelle culture et un nouvel imaginaire dont l'objectif, tel que le propose la Décroissance, est d'opérer une rupture avec le dogme de la société actuelle. La pratique architecturale, pour faire face aux enjeux climatiques, doit s'inscrire dans les philosophies écologistes et faire projet afin de servir les idéaux de sociétés égales et écologiques. La question qui se pose alors est : comment y parvenir ?

Ce travail ne s'essaie pas de répondre à cette question. Elle sera l'objet de mon attention, dans un deuxième temps, pour mon projet de fin d'étude. Nous pouvons regretter

que ce travail ne s'applique pas, déjà, à explorer les différents types de pratiques architecturales s'intégrant dans la lutte contre le capitaliste et l'impérialiste. Cependant, il me semblait nécessaire et important de comprendre les significations qui fabriquent notre société et donc l'architecture. Cet ouvrage n'est qu'un début, d'un parcours, que je crois immensément long. Il y a tant à découvrir et comprendre, qu'il m'a été impossible de faire figurer la totalité des connaissances accumulées durant ce travail. Néanmoins, il donne des clés de compréhension essentielles pour ma future pratique, de la vie et aussi de l'architecture.

Bibliographie

Livres:

Bayon, Denis, Fabrice Flipo, et François Schneider. *La décroissance: 10 questions pour comprendre et en débattre*. Paris: La découverte, 2010

Bonanni, Nicolas. *Que Défaire ? Pour retrouver des perspective révolutionnaires*. Grenoble: Le monde à l'envers, 2022.

Castoriadis, Cornelius, Cohn-Bendit, le public de Louvain-La-Neuve, *De l'Ecologie à l'Autonomie*. Paris: Seuil, 1981.

D'Alisa, Giacomo, Demaria, Federico et Kallis, Giorgos. *Décroissance: vocabulaire pour une nouvelle ère*. Neuvy-en-Champagne: le Passager clandestin, 2015.

Graeber, David. *Pour une anthropologie anarchiste*. Montréal: Lu, 2004.

Illich, Yvan, *La Convivialité*. Paris: Seuil, 1973.

Illich, Yvan, *Le Chômeur crateur, dans Oeuvres complètes*. Paris: Fayard, 2004.

Jappe, Anselm. *Béton arme de construction massive du capitalisme*. Paris: L'Echappée, 2020

Kempf, Hervé. *Que crève le capitalisme*. Paris: Seuil, 2020

Latouche, Serge, *La Décroissance*, Deuxième édition mise à jour. Paris: Que sais-je ?, 2022.

Lafarge Paul, *Le droit à la paresse*. Paris: Mille et une nuits, 2020.

Lazzarato, Maurizio, *Marcel Duchamps et le refus de travail*. Paris: Les prairies ordinaires, 2014.

Le collectif des orchidées, *Orchidées contre le béton armé*. Lausanne: D'en bas, 2023.

Liegey, Vincent et Isabelle Brokman, *Décroissance*. Paris: Tana édition, 2021.

Manfredo, Tafuri, *Projet et Utopies*. Cesson Sévigné: Bordas Editions, 1993.

Marx, Karl, *Le Capital, Livre 1, Tome 1*. Paris: édition sociale, 1978, 20-120

Mauvaise Toupe, *Contrées Histoires croisées de la zad de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No Tav dans le Val Susa*. Paris: L'Eclat, 2016.

Pruvost Geneviève, *Quotidien politique: Féminisme, écologie, subsistance*. Paris: La découverte, 2021.

Schuler, Karen, *Décroire, Reconstruire, Transposer*. EPFL: Enoncé Théorique de Master, 2023.

Tesson, Sylvain, *Petit Traité sur l'immensité du monde*. Paris: Pocket édition, 2008.

Ward, Colin, *Architettura del dissenso*. Milano: Elèuthera, 2016

Descola, Philippe et Pignocchi, Alessandro, *Ethnographies des mondes à venir*. Paris: Seuil, 2022, 15.

Articles:

Arbez, Océane, Ordonneau, Anaïs, «Décolonisation du capitalisme», dans: *Après la Révolution*, Riot Edition. N°3, (2023)

Arbez, Océane, Ordonneau, Anaïs, «Décolonisation du capitalisme», dans: *Après la Révolution*, Riot Edition. N°3, (2023)

Chaya Sonia, Vial Aurélie, «Un nouveau pacte avec la nature», dans: *Après la Révolution*, Riot Edition. N°3, (2023)

Echelle Inconnu, «Sur la grande rue une zone économique», *Glauque est un couleur*, Observatoire critique de la métropolisation de l'axe Seine. N°10, (2021).

Echelle Inconnu, «La coprophagie urbaine», *Glauque est un couleur*, Observatoire critique de la métropolisation de l'axe Seine. N°10, (2021) .

Gesse, Damien, Terrat, Marine, « Le renversement énergétique », *Après la Révolution*, Riot Edition. N°3, (2023)

Lahaye, Claude, Rabefiraisana, Marie-Annick, «Définanciarisation programme de dissolution du système de marché», dans: *Après la Révolution*, Riot Edition. N°3, (2023).

Journal:

Ménard, Raphaël et Tixier, Nicolas, Rivano, Hervé, hHerrmann, Lou, De Lamberterie, Angèle, Bettin, Renaud, Cottet, fanny, Thévard, Benoît, Tavernier, Boris, Raunet, Michèle, Laisney, Simon, Léonetti, Raphaël, Zaït, Maxime, Alexanian, Alain, Gired, Charlotte, Girerd, Delon, Nicola, Détrie, Nicolas, Richard, Jacques, Bardet, Fabrice, Disdier, Valérie, Grimonpont, Arthur, Zask, Joëlle, Bard, Nicolas, Bouchain, Patrick, Citron, Paul, Delourne Vianny, Quignon, Benoît, Lussault, Michel, Picard, Camille, Alba, Camille. «Nouvelles urbanité», *Editions deux-cent-cinq*, (2020)

Karangwa, Achille, «La consommation capitaliste éco-responsable n'existe pas!», dans: *Le Courrier*, (2023) <https://lecourrier.ch/2023/11/12/la-consommation-capitaliste-eco-responsable-nexiste-pas/>

Documentaires:

Mordillat, Gérard et Rothé, Bertrand, «Travail, Salaire, Profit», Filmé en 2018, Arte France Archipel 33, vidéo. <https://www.youtube.com/watch?v=RL1DKCyAThQ>

Cerasuolo, Enrico, «Final Warning Limits to Growth», Filmé en 2013, Zenit Arti Audiovisive / Skofteland, vidéo. <https://www.youtube.com/watch?v=kz9wjJjmkmc>

Sites:

Caumière, Philipe, «Autonomie et aliénation: Cornelius Castoriadis: repenser l'aliénation au-delà de l'humaniste», *Cahiers critiques de critique philosophique*, N°8, (2009), 195-212.

Google. «Dictionnaire Lelittre.» Accessed le 26 décembre, 2023. <https://www.littre.org>

Google. «Dictionnaire CNRTL.» Accessed 28 décembre, 2023. <https://www.cnrtl.fr>

Graton, Philippe, «Carnets de la ZAD: Notre-Dame-des-landes», 2014-2019. Photographie.
<https://www.filigranes.com/livre/carnets-de-la-zad/>

Annexe

Air Liquid: Groupe industriel français d'envergure internationale, spécialiste des gaz industriels, c'est-à-dire des gaz pour l'industrie, la santé, l'environnement et la recherche. Il est présent dans quatre-vingts pays à travers le monde et sert plus de 3,6 millions de clients et de patients. Le groupe Air liquide est coté à la Bourse de Paris et entre dans la composition de l'indice CAC 40, de l'Euro Stoxx 50 et du FTSEGood.

Anarchisme: Pierre Kropotkine: Nom donné à un principe ou à une théorie de la vie et de la conduite en vertu de laquelle la société, est conçue sans gouvernement. Dans une telle société, l'harmonie est obtenue, non par la soumission à la loi ou par obéissance à une autorité quelle qu'elle soit mais par des ententes librement consentie entre les divers groupes, territoriaux et professionnels, formé librement pour assurer la production et la consommation, ainsi que pour satisfaire la variété infinie des besoins et des aspirations de tout être civilisé.
Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*, 7.

Bricoleuse, bricoleur: Ce terme désigne la notion, développée par Claude Lévi-Strauss, dans *La Pensée Sauvage* en 1962. Le.a bricoleur.se se caractérise par sa créativité, son adaptabilité et sa capacité à résoudre des problèmes dans des environnement où les ressources sont limitées. Il utilise des éléments disponibles immédiatement dans son environnement proche pour construire des solutions adaptées à des problèmes spécifiques. Le bricoleur est polyvalent et à la capacité à tirer parti des ressources dispo-

nibles. Il s'adapte en fonction des moyens à sa disposition. Avec lui, ce sont les moyens qui déterminent la fin. Le bricoleur réutilise les éléments existants. Il en détourne l'usage initial pour les intégrer dans son projet. Il recycle les matériaux disponibles pour créer quelque chose de nouveau.

Conviviale. té: la convivialité est l'inverse de la productivité industrielle. Chacun de nous se définit par sa relation à autrui et au milieu et par la structure profonde des outils qu'il utilise. Ces outils peuvent se ranger en une série continue avec, aux deux extrêmes, l'outil dominant et l'outil convivial. Le passage de la productivité à la convivialité est le passage de répétition du manque à la spontanéité du don.

Contre-productivité: C'est un phénomène qui survient lorsqu'une activité outillée dépasse un seuil défini par une échelle *ac hoc*, elle se retrouve d'abord contre sa fin, puis menace de destruction le corps social tout entier. Il nous faut déterminer avec précision ces échelles et les seuils qui permettent de circonscrire le champs de la survie humaine.

Ecologie: Science qui étudie les relations entre les êtres vivants (humains, animaux, végétaux) et le milieu organique ou inorganique dans lequel ils vivent.

Exxon-Mobile: Société pétrolière et gazière américaine. Avec un chiffre d'affaires de 286 milliards de dollars en 2021, pour un bénéfice de 23 milliards, elle fait partie des entreprises ayant les plus importants bénéfices au monde.

Global Sud: Le Global Sud est l'opposé du Global Nord. Le terme est utilisé pour distinguer, les «pays occidentaux», dit «développés et industrialiser» de l'émisphère Nord, au pays de l'émisphères Sud dit «en développement».

Hédoniste: Le bonheur hédoniste se trouve dans la recherche des effets positifs associés aux plaisirs ou à l'acquisition d'objets matériels. Très proche empiriquement d'un état de satisfaction générale, il est mesuré sur une échelle numérique, la note la plus basse correspondant à un état de complète insatisfaction, et la plus haute à un état de complète satisfaction. Le bonheur eudémonique, en revanche, consiste à vivre en cohérence avec ses potentiels et sa raison d'être. On peut le formaliser au moyen d'un questionnaire sur le fonctionnement psychologique optimal. Si certaines activités procurent les deux types de bonheurs, hédoniste et eudémonique, tous les plaisirs hédonistes ne procurent pas de bonheur eudémonique. D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 137-138.

H2V Normandy: Le projet H2V Normandy vise à créer une usine de production d'hydrogène vert sur un terrain de la zone industrielle de Port-Jérôme, sur la commune de Saint-Jean-de-Folleville entre Le Havre et Rouen.

Infrastructures : Selon Marx, les infrastructures représentent l'ensemble des conditions matérielles et économiques qui façonnent la manière dont une société est organisée et fonctionne.

Naturaliste, Naturalisme: Le concept de «naturalisme», désigne le rapport au monde des Occidentaux modernes, pour qui il existe quelque chose qui s'appelle «nature». L'ensemble disparate de choses, de phénomènes et d'êtres que cette catégorie englobe se distingue nettement de ce qui se passe de l'autre côté de la frontière, là où se construisent les sociétés humaines.

Descola, Pignocchi, *Ethnographies des mondes à venir*, 15.

Plastic Energy: Leader global du recyclage plastique.

Polarisation: Action de créer deux pôles. Dans ce travail, il est utilisé pour décrire la société moderne: divisée en deux pôles Nord, Sud et deux pôles riche, pauvre.

Outils conviviaux: un outil est convivial s'il peut être facilement utilisé et adapté à un usage défini par celui qui s'en sert, et qu'il a pour résultat le développement de la liberté, de l'autonomie et de la créativité. Pour Illich, le réseau routier, les avions, les mines à ciel ouvert et l'école sont des exemples d'outils non conviviaux. Inversement la bicyclette, la machine à coudre, le téléphone et la radio sont des outils conviviaux.

D'Alisa, Demaria, Kallis, *Décroissance Vocabulaire pour une nouvelle ère*, 167.

Technique: Le mot technique désigne tout procédé permettant de mettre en œuvre des moyens en vue d'une fin. Ainsi, le langage est une technique, ainsi bien que le marteau, l'écriture, la fabrication du papier, l'imprimerie ou la navigation. En règle générale, une technique laisse une

large place à la sensibilité, la subjectivité et la corporéité de l'utilisateur: plusieurs manières de l'utiliser, de la faire vivre, sont possibles. Il y a des techniques simples et des techniques complexes, qui peuvent se combiner en des systèmes techniques. Ces derniers sont toujours liés à des ensembles économiques, sociaux et politiques et ne sont donc jamais «neutres»: ils conditionnent les usages possibles des instruments.

Technologie: La technologie désigne un moment historique particulier: un stade du développement de la technique où celle-ci se confond avec la science, où le savoir théorique domine la sensibilité et l'habitude de travail. Nucléaire, informatique, systèmes logistique, boitechnologique, chemin de fer, aviation, ect.: les technologies, toujours complexes, sont des macrosystèmes techniques où l'instrument détermine très fortement l'usage, et placent l'utilisateur final en position de consommateur passif.

savoir «Vernaculaire»: Chacun puisait sa langue dans son environnement culturel, l'apprenait par sa fréquentation des autres gens qu'il pouvait toucher et sentir, aimer ou haïr. L'acquisition du vernaculaire se faisait comme le partage des choses et des services, c'est-à-dire par les multiples formes de réciprocité, et non par l'entremise d'un professeur ou d'un professionnel ayant cette charge. De même que le combustible ne faisait pas l'objet d'une fourniture, le vernaculaire ne faisait pas objet d'un enseignement.

Illich, *Le Chomeur*, 71.

Société Conviviale: J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'Homme contrôle l'outil.

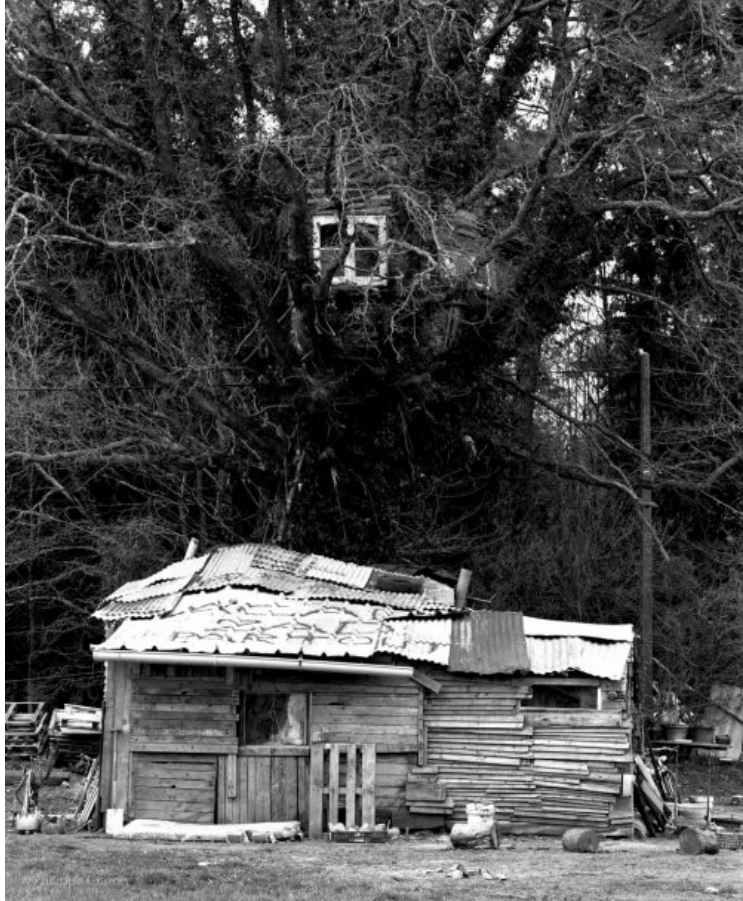
Superstructure: Selon Marx, les superstructures sont l'ensemble des institutions, des idées, des croyances, de la culture, du droit, de la politique, de la religion, de la philosophie, de l'art, etc., qui découlent des conditions économiques et sociales d'une société donnée.

Photos ¹

¹ Graton, «Carnets de la ZAD: Notre-Dame-des-landes».









Remerciments

Je tiens à remercier, Yves Pedrazzini, pour les échanges passionnants, les remarques stimulantes et les découvertes en tout genre qui ont su nourrir et satisfaire ma curiosité.

Dieter Dietz et Rubén Valdez, pour leurs commentaires bienveillants et l'organisation des workshops, qui m'ont permis de découvrir les travaux captivant de mes camarades.

Mes amis, pour la force qu'ils m'ont transmis et le soutien.

Et Karen pour son aide et son très bon énoncé.

Adrien Clairac
Enoncé théorique de Master
Semestre d'automne 2023

Sous la direction de Yves Pedrazzini
Directeur pédagogique: Prof. Dieter Dietz
Maître Epfl: Rubén Valdez
Ecole Polytechnique Fédérale de lausanne 2024



2024, Adrien Clairac
Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution
(CC BY <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>).
Les contenus provenant de sources externes ne sont pas soumis à la licence CC BY et leur utilisation nécessite l'autorisation de leurs auteurs.